
LES BALKANS OCCIDENTAUX AUX YEUX DU QUOTIDIEN *LE MONDE*: 2013 – 2020*

UDC 32(497-15):070(44)“2013/2020“

DOI: 10.22182/spm.specijal22022.8

Оригинални научни рад

Jelena Todorović Lazić**

Institut d'études politiques, Belgrade

Aleksandra Kolaković***

Institut d'études politiques, Belgrade

Résumé

Au cœur de l'analyse du discours appliqué à ce travail scientifique se trouve la notion des Balkans occidentaux, c'est-à-dire son apparition dans le quotidien français *Le Monde* dans la période du 1er juillet 2013 au 31 décembre 2020. L'analyse a été menée en recherchant dans les archives les mots clés mentionnés : les Balkans occidentaux, les Balkans, la Serbie, la Macédoine (du Nord), l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, le Kosovo*, l'élargissement de l'UE. Sur la base de ces recherches, 58 textes ont été publiés (les textes faisant référence à la rubrique sport n'ont pas été retenus dans l'analyse finale). Afin de fournir une interprétation complète, le document a également utilisé une analyse contextuelle en présentant les attitudes de la France et de l'UE envers les Balkans occidentaux au cours de la période observée.

* Рад је настао у оквиру научно-истраживачке делатности Института за политичке студије, коју финансира Министарство просвете, науке и технолошког развоја Републике Србије у складу са Одлуком о финансирању научноистраживачког рада у 2022. години, број: 451-03-6812022-14 а на основу Уговора о реализацији и финансирању научноистраживачког рада НИО у 2022. години.

** todorovic.j82@gmail.com

*** kolakovicaleksandra@gmail.com

La première chose que l'on peut remarquer est que dans les textes analysés deux points de vue s'entremêlent : le point de vue de la France et le point de vue de l'Union européenne, on peut même conclure que le point de vue de l'Union européenne est plus visible, parce qu'il a été publié plusieurs textes dans lesquels la région est vue dans une perspective européenne, qu'il s'agisse de l'élargissement de l'Union ou de la crise des migrants et de la route des Balkans. En ce qui concerne le point de vue français sur les Balkans occidentaux, on peut observer deux périodes dans cette période : de 2013 à 2017 et de 2017 à 2020. Ces deux périodes correspondent aux mandats présidentiels de François Hollande et Emmanuel Macron. Pour l'administration de François Hollande, les Balkans occidentaux étaient au second plan, ce qui est confirmé par le nombre de textes publiés, à savoir, 23. La raison pour laquelle cette région est venue occasionnellement à l'agenda de l'Elysée est la crise des migrants et la situation sur la route des Balkans, mais le président français a suivi le point de vue de l'Allemagne sur ces questions, ainsi que des tentatives infructueuses de mettre en œuvre une politique européenne commune à l'égard des demandeurs d'asile.

A partir de la mi-2017, nous entrons dans la deuxième période où Emmanuel Macron prendra la tête de l'administration. Avec lui, il s'ouvre un nouveau chapitre dans les relations entre la France et cette région, c'est-à-dire mettre la région au centre de l'attention. En plus de la nouvelle vision française des Balkans occidentaux, nous avons également une nouvelle vision française de l'élargissement de l'UE à travers l'insistance de Macron sur l'adoption d'une nouvelle méthodologie d'élargissement, qui a finalement été adoptée par la Commission européenne en 2020. Le retour des Balkans occidentaux au centre de l'administration française est confirmé par l'augmentation du nombre de textes publiés dans la deuxième période de mai 2017 à décembre 2020 - un total de 35.

Mots clés: Balkans occidentaux, *Le Monde*, France, Union européenne, élargissement de l'UE

INTRODUCTION

L'analyse du discours est l'objectif principal de cet article scientifique. Au cœur de l'analyse se trouve le concept des Balkans occidentaux, c'est-à-dire son apparition dans le quotidien français *Le Monde* dans la période du 1er juillet 2013 au 31 décembre 2020. L'analyse a été menée en fouillant dans les archives du journal le suivant mots-clés : Balkans occidentaux, Balkans, Serbie, Macédoine (du Nord), Albanie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Kosovo*¹, élargissement de l'UE. Sur la base de ces recherches, 58 textes ont été publiés (ces textes relatifs à la rubrique sportive n'ont pas été inclus dans l'analyse finale). L'analyse commence le 1er juillet, la Croatie étant devenue membre à cette date, achevant ainsi le grand élargissement à l'Est. Afin de fournir une interprétation globale, l'article a également utilisé une analyse contextuelle en présentant les attitudes de la France et de l'UE envers les Balkans occidentaux au cours de la période observée. La France a été choisie pour plusieurs raisons: premièrement - le quotidien *Le Monde* est un quotidien provenant de la France qui est l'un des fondateurs de l'Union et l'un de ses pays les plus puissants et influents (outre l'Allemagne) et comme troisième raison, il convient de mentionner que la France est le principal obstacle à la poursuite de l'élargissement de l'UE. L'Union européenne a été choisie en tenant compte du fait que le plus grand nombre de textes que la recherche a produit étaient liés à l'Union, c'est-à-dire à l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux.

FRANÇOIS HOLLANDE ET LES BALKANS OCCIDENTAUX

La victoire de François Hollande à l'élection présidentielle de 2012 (avec 51,6 % des voix, contre 48,33 % pour Nicolas Sarkozy) a ramené la gauche au pouvoir en France. Ce fut un grand changement dans la vie intérieure et en même temps de la politique étrangère du pays. De Hollande, quand la presse locale l'appelait «Monsieur Normal», les Français attendaient qu'il permette à la France de surmonter la crise économique et de renforcer son économie. Il a annoncé la lutte contre la corruption, des augmentations d'impôts pour les riches et des prestations sociales plus élevées, ainsi qu'il protégera la France des marchés mondiaux (Dérens 2012: 32; Lazarević 2012: 61–70; Wallerstein 2014: 264–265; Kuhn 2014: 435–457). Cependant, Hollande avait également un travail

1 La République de Serbie ne reconnaît pas le Kosovo-Métochie comme un État indépendant, le texte aura donc un astérisque à côté du nom du Kosovo.

important à faire dans les relations au sein de l'UE et dans le domaine de la politique étrangère, c'est-à-dire dans la normalisation de la zone euro et la rencontre avec la résolution du problème de la vague migratoire (Krulić 2016:10–12). Pendant cette période, les pays des Balkans restés en dehors des frontières de l'UE cherchaient leurs moyens d'adhérer, et il était important que la France, dirigée par le nouveau président, observe et influence l'intégration européenne des pays de cette région.

Cependant, afin de comprendre le point de vue de François Hollande sur les Balkans, il est important de souligner comment il considérait l'UE et la France lors de la campagne de 2012. Dans un discours célèbre à la salle de Bourges en janvier 2012, Hollande a mentionné l'UE comme le deuxième élément des finances de la France et a promis de travailler à la création d'euro-obligations, qu'il envisageait comme un système d'assistance mutuelle pour certains États membres de l'UE, ainsi qu'un moyen de financement de grands projets. En outre, le nouveau président français a présenté un plan pour encourager l'Allemagne et sa chancelière à s'entendre prochainement sur une nouvelle politique commerciale. Il a décidé d'animer l'Allemagne et sa chancelière Angela Merkel pour une nouvelle politique commerciale qui empêchera la concurrence déloyale, fixera des règles strictes et la réciprocité dans le domaine social et dans le domaine de la protection de l'environnement. «L'Europe a beaucoup de défauts et je les connais», avait alors déclaré Hollande, concluant : «Mais en même temps, c'est notre communauté. Nous la défendons, elle en a besoin et elle le mérite. Ce qui manque à l'Europe, et cela vous est dit par quelqu'un qui est l'Européen dans son âme, mais aussi par quelqu'un qui ne veut vivre dans n'importe quelle Europe, c'est d'aller vers une Europe de la croissance, vers une Europe de la solidarité, vers une Europe protectionniste. C'est une invitation de la France à construire une telle Europe avec l'Allemagne et les pays qui veulent nous suivre» (Gaffney 2015). Hollande voulait donc avant tout redéfinir les nouvelles relations sur la ligne la France – l'Allemagne, notamment renforcer l'économie à travers l'UE et réguler les relations entre les États membres sur la base de la solidarité et du renforcement de la communauté ainsi qu'en étouffant la vague d'euroscpticisme qui commençait à grandir (Todorović Lazić, Kolaković 2016). Conformément à ce qui a été mentionné, déjà en 2012, il était clair que les Balkans occidentaux étaient en arrière-plan pour l'administration Hollande.

Pourtant, en juillet 2013, quelques semaines seulement après l'élargissement d'une autre ancienne république yougoslave, la Croatie, François Hollande adressait un message aux Balkans occidentaux lors de sa visite officielle en Slovénie. La montée de l'euroscpticisme dans les

États membres de l'UE s'est déjà fait sentir et a eu un impact particulier sur les attitudes de l'opinion publique européenne vis-à-vis du nouvel élargissement, par conséquent, le message de Hollande selon lequel « les portes de l'Europe restent ouvertes aux nations des Balkans prêtes à jouer la carte de la réconciliation » est souligné comme important (Riols 2014). Il n'y avait aucun intérêt pour le public français, ni l'idée d'accélérer un nouvel élargissement dans les parties de l'élite qui l'ont décidé. Dans ce contexte, il est particulièrement important de souligner que la gauche française avait encore en tête l'écho du « pire conflit en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ». Par conséquent, rejoindre l'UE pour les pays des Balkans occidentaux, qui étaient en guerre et/ou en mauvaises relations bilatérales seulement deux décennies plus tôt, se rattache à la normalisation des relations comme condition préalable pour que l'ouverture européenne aux Balkans ne se termine pas avec la Croatie.

Le premier (et plus tard le dernier) voyage officiel de François Hollande à l'étranger était en Allemagne. Les rencontres et la coopération avec Angela Merkel ont non seulement influencé les relations au sein de l'UE, mais ont également déterminé l'attitude de Hollande envers les pays des Balkans occidentaux. La crise des migrants a été particulièrement difficile pour Merkel et Hollande, et dans ce contexte, la question de la soi-disant route des Balkans. L'une des rencontres les plus importantes entre la chancelière allemande Angela Merkel et le président français François Hollande a eu lieu fin août 2015 à Berlin. Il a été question des efforts de l'Union européenne pour faire face à la plus grande crise migratoire des 50 dernières années, bien qu'à cette époque il n'y ait pas de données officielles unifiées et précises sur le nombre de migrants (Syriens, Afghans, Irakiens) arrivés en Europe. Cependant, ce qui était particulièrement important, c'est que les migrants ne venaient plus principalement par bateau via l'Espagne et l'Italie comme les années précédentes, mais de plus en plus par la « route des Balkans » qui les mène à travers la Grèce via la Macédoine et la Serbie jusqu'en Hongrie. Par conséquent, la question de savoir comment les Balkans occidentaux font face à la crise des réfugiés est devenue une question importante pour l'UE (Élysée 2015). La priorité de cette conversation entre Merkel et Hollande, en plus d'évaluer comment les pays et les citoyens des Balkans occidentaux traitent les réfugiés, est de formuler une politique européenne unique envers les demandeurs d'asile et de dresser une liste consolidée des pays sûrs dont les citoyens ne seront pas considérés comme des demandeurs d'asile légitimes, ce qui n'a pas été fait jusqu'à présent. Hollande a donc suivi la politique de Merkel et la politique européenne

commune dans ce segment également, en ce qui concerne les Balkans occidentaux et les migrants.

Le Sommet de Paris sur les Balkans occidentaux en juillet 2016, présidé par François Hollande, a réuni les premiers ministres des Balkans, Federica Mogherini, le vice-président de la Commission européenne, Johannes Hahn, le commissaire européen chargé de l'élargissement, et les premiers ministres de l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, la Slovénie et la Croatie (Sommet Paris – Balkans 2016). François Hollande a déclaré lors d'une conférence de presse après le sommet qu'il voyait «l'insécurité dans les Balkans occidentaux, en particulier à cause des efforts des pays pour rejoindre le bloc de l'UE» et a souligné : «Nous tiendrons parole et nous continuerons à travailler pour la stabilité et la sécurité dans les Balkans, et nous disons aux pays de la région de poursuivre le processus d'élargissement de l'Union européenne» (RTS 2016). Dans le contexte du Brexit actuel, de l'euroscepticisme et de l'adhésion des pays des Balkans occidentaux dans l'UE, Hollande a souligné que «la décision de la Grande-Bretagne n'affectera en rien l'engagement de l'UE envers les pays des Balkans, conformément aux conditions qui leur sont imposées» (AP 2016).

La conclusion du Sommet est une confirmation de la perspective européenne des Balkans occidentaux, et dans ce contexte, la France, comme d'autres pays de l'UE, a souligné qu'il est important que tous les pays des Balkans occidentaux poursuivent leurs efforts et qu'ils investissent dans la coopération régionale, saluant leur engagement à s'abstenir d'instrumentaliser les questions bilatérales non résolues. Dans le cadre de ce sommet, le Bureau régional de coopération de la jeunesse des Balkans occidentaux (RegionalYouthCooperationOffice) a été inauguré solennellement, inspiré par le Bureau franco-allemand de la jeunesse, qui a joué un rôle majeur dans le renforcement des relations franco-allemandes dans la construction et le développement de l'UE (France Diplomatie Europe, Balkans occidentaux). Dans le cadre de la politique française dans les Balkans occidentaux, François Hollande a donc estimé nécessaire de travailler à la réconciliation et à la stabilité de la région avec des tensions prononcées, de nombreuses questions politiques non résolues et dans laquelle l'héritage des conflits de guerre se faisait encore sentir. A savoir, le Bureau régional pour la coopération de la jeunesse des Balkans occidentaux a commencé ses activités en 2017, et une composante particulière de son travail, en plus de promouvoir la réconciliation régionale et l'avenir européen, est le développement de la mobilité des jeunes dans la région, ce qui est un autre mécanisme bien connu de la coopération franco-allemande dans l'objectif de l'intégration

européenne. En plus de l'accent mis sur les jeunes de la région mentionné, ce qui est visible sur la base d'un meilleur accès des jeunes de la région au programme européen de bourses Erasmus +, l'intérêt économique s'est manifesté lorsque trois projets dans le domaine des chemins de fer et de l'énergie ont été approuvés. Ici, nous voyons une autre composante ancienne, éprouvée et volontiers utilisée de la politique française - la diplomatie culturelle (éduquer les jeunes en France), que Hollande, conformément à la politique de l'UE envers les Balkans occidentaux, a introduit dans le cadre des relations avec les Balkans occidentaux.

Il est à noter que durant tout le mandat de François Hollande, dans ses apparitions publiques, il a soutenu l'idée d'une perspective européenne pour les pays des Balkans occidentaux, par laquelle la France a reconnu le Kosovo* comme État indépendant depuis 2008, ce qui a compliqué et entravé le développement des relations entre Paris et Belgrade. Aussi, bien que la région des Balkans occidentaux, à la fois en raison de défis externes (crise des migrants, Brexit, montée de l'eurosepticisme) et internes (économie, impôts, scandales) pendant le mandat de François Hollande n'ait pas été au centre de l'attention, il a parfois exprimé les points de vue de la France, qui étaient essentiellement en accord avec ceux allemands et européens (Bechev 2012; Krulić 2020: 27–33). On peut dire qu'il les a suivis, c'est-à-dire qu'il n'y avait aucune spécificité française impressionnante, si ce n'est de souligner que l'UE est un projet de paix, et que tous les pays de la région ont connu la guerre civile, le nationalisme et l'extrémisme, et qu'ils savent apprécier la paix. Le soutien français à la réconciliation régionale dans ce contexte est la composante la plus forte de la politique de François Hollande envers les Balkans occidentaux.

EMMANUEL MACRON ET LES BALKANS OCCIDENTAUX

Lorsque le jeune et ambitieux Emanuel Macron a été élu nouveau président de la France en mai 2017, il devait apporter des changements majeurs dans la vie politique de la France. Dans un discours qu'il a prononcé devant les étudiants de la Sorbonne le 21 septembre 2017, sa volonté d'endosser le rôle de réformateur de l'UE est claire (Fulda 2017). Puis, pour la première fois, il a présenté une série de propositions économiques (augmentation du budget et taxe unique sur les transactions financières), sécuritaires (système européen de sécurité collective) et politiques (réforme des institutions de l'UE, listes transnationales, plus grande mobilité étudiante, cours bilingues) qui ramènerait l'Europe de «

l'âge de glace aux peuples » (Macron 2017; Macron, Fottorino 2017). La reconstruction fondamentale de l'UE et son repositionnement au niveau mondial comme priorités d'Emmanuel Macron ont également déterminé l'attitude envers les pays des Balkans occidentaux.

Le soutien de la France à l'intégration européenne dans la région des Balkans occidentaux a consisté à aider les pays à surmonter l'héritage des conflits passés afin de maintenir la stabilité dans la région et de progresser plus fortement vers les processus d'intégration européenne. Cela signifiait que la France suivait la politique de l'UE, c'est-à-dire surtout de l'Allemagne, tout en poursuivant l'enchère avec les années et les dates où les pays des Balkans occidentaux deviendraient membres de l'UE. La lettre que Macron a adressée à Aleksandar Vučić, le président de la Serbie, à l'occasion de son investiture le 23 juin 2017, montre les contours de la nouvelle politique française vis-à-vis des Balkans occidentaux. Outre l'aide française à la transition démocratique de la Serbie, au renforcement économique et au rapprochement avec les pays de l'Union européenne, ainsi que la persistance à assurer « la stabilisation permanente des Balkans occidentaux », Macron a souligné : « En m'élisant président de la République, les Français ont choisi l'Europe, une Europe plus forte face à l'avenir. Et ma conviction est que l'Europe ne sera pas complète sans les Balkans occidentaux, en particulier la Serbie » (RTS 2017). Dans cette lettre, le président français promet de soutenir les progrès de la Serbie (ainsi que de tous les pays des Balkans occidentaux), même s'il est déjà conscient qu'il y avait des problèmes dans le processus d'adhésion aux Balkans occidentaux. Dans le cadre de l'intégration européenne des Balkans occidentaux, le rôle de la France dans le dialogue entre Belgrade et Pristina est également important, et en plus de la reconnaissance antérieure de l'indépendance du Kosovo, en 2017, un problème supplémentaire était le refus de la France d'extrader Ramush Haradinaj, inculpé pour crimes de guerre, vers la Serbie (une note de protestation a été remise à la France et l'ambassadeur de l'époque Rajko Ristić a été retiré pour des consultations en Serbie).

Outre les grandes ambitions européennes d'Emmanuel Macron de jouer le rôle d'un leader clé, ce qu'il a démontré non seulement en soulevant certaines questions, comme la réforme de l'UE et le sujet de l'armée européenne, Macron a montré des ambitions importantes envers les Balkans occidentaux. C'était déjà évident lors du Forum de Paris sur la paix, qui a suivi la commémoration du 11 novembre 2018 (Kolaković 2018: 83–106), mais aussi un peu plus tard lors du sommet informel tenu le 29 avril 2019 à Berlin, où lui et la chancelière allemande Angela Merkel ont réuni les dirigeants des Balkans occidentaux. A cet égard, il est important

de noter que fin avril 2019, la Stratégie pour les Balkans occidentaux est parue sur le site Internet de l'Ambassade de France en Macédoine du Nord. Cette stratégie a suscité un grand intérêt car pendant plus de deux décennies, la présence de la France dans la région, à la différence d'autres acteurs clés des relations internationales, a été ponctuelle, spontanée, et à certaines périodes, inaperçue. En outre, la France a eu une influence culturelle, économique et politique importante dans le passé (jusqu'à la Seconde Guerre mondiale) dans la région des Balkans, en particulier en Serbie (et en Yougoslavie) (Kolaković 2012 : 119–212; Kolaković 2013: 101–122; Kolaković 2015 : 133–144; Kolaković 2016). L'objectif de la Stratégie est de « stabiliser durablement » la région, ainsi que d'apporter des réponses aux nouveaux défis politiques, économiques et sécuritaires, mais aussi de « répondre » aux « influences étrangères » qui « détournent la région de sa vocation européenne ». Après avoir évalué que des « progrès significatifs » ont été réalisés dans le développement démocratique et économique de la région depuis 2000 (avec deux pays - la Slovénie et la Croatie étant membres de l'UE, depuis 2004 et 2013, respectivement), les objectifs de la Stratégie sont clairement orientés vers des réformes et l'annonce d'actions concrètes par la France envers les pays qui ne sont pas encore membres de l'UE - Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord, Monténégro, Serbie et Kosovo*, qui, dans la Stratégie, et conformément à la position française d'avant, est considéré comme le sixième pays en la région (France Diplomatie Europe, Balkans occidentaux, 2019). Il est alors annoncé que les relations entre la France et les pays des Balkans occidentaux vont s'intensifier, avec la visite officielle du président français en Serbie en juillet 2019, ainsi que la visite du ministre français des Affaires étrangères et de l'Europe à Tirana et Pristina, ainsi que les visites de ministres, délégations et parlementaires français dans les Balkans occidentaux.

Conformément à la stratégie pour les Balkans occidentaux, la France a renforcé la coopération bilatérale avec les pays de la région dans les domaines de la justice, de l'économie, de la sécurité et de la défense, en vue de stabiliser et d'intégrer la région. Bien que la conclusion soit que les pays de la région ont fait de progrès, on peut souvent entendre l'opinion, notamment dans l'opinion publique française, qu'il existe des problèmes d'État de droit dans les Balkans occidentaux, et que le problème du trafic de drogue, d'armes et d'êtres humains est toujours présent, ainsi que le taux élevé de crime organisé et de corruption. La stratégie annonce la poursuite de la coopération technique dans la lutte contre les problèmes identifiés, ainsi que la mise en place de nouvelles coopérations dans le domaine de la criminalité financière et économique,

la lutte contre le commerce des biens culturels et des espèces végétales et animales protégées. Au cœur de celle-ci se trouve essentiellement la lutte contre les sources de financement du terrorisme. Il est également prévu de créer des équipes d'enquête conjointes avec tous les pays des Balkans occidentaux. Outre la partie de la Stratégie consacrée aux questions juridiques, elle est dominée par la nouvelle attitude française sur la question de la sécurité (France Diplomatie Europe, Balkans occidentaux, 2019). La stratégie, outre la lutte contre le terrorisme et le radicalisme, avec un accent particulier sur la mise en place de plateformes d'information sur les contenus interdits sur Internet, envisage de renforcer la coopération bilatérale à travers la mise en place d'unités permanentes de renseignement. La contrebande d'armes légères et de petit calibre a été reconnue comme un autre problème de sécurité dans la région. La stratégie pour les Balkans occidentaux comprend des « dialogues politico-stratégiques » et des visites de responsables militaires, un soutien à l'inclusion des pays des Balkans occidentaux dans les opérations de maintien de la paix à l'étranger, aux côtés de la France.

Pour les pays des Balkans occidentaux, la partie de la Stratégie qui annonce le retour de l'intérêt économique de la France dans la région est particulièrement importante. Dès le début de l'année 2019, la France a engagé le processus de signature d'accords avec les pays de la région afin de mettre en place et de mettre en œuvre les activités de l'Agence française de développement – AFD (CCI France Serbie 2019; France en Serbie 2021). La stratégie prévoit que l'AFD soutienne la transition vers le développement durable (France Diplomatie Europe, Balkans occidentaux, 2018). On évoque avant tout la transition énergétique et environnementale, à travers l'expertise et l'expérience françaises. La pénétration économique prévue dans la région des Balkans occidentaux a une composante allemande dans la Stratégie. Une première subvention annuelle de 100 à 150 millions d'euros est prévue, afin de soutenir l'amélioration du financement d'autres donateurs, notamment l'Institut allemand de crédit pour la reconstruction. C'est l'un des trois points de la nouvelle ou « vraie » Stratégie, comme l'a marqué le président français, dans laquelle la coopération franco-allemande s'entrecroise à travers la région. Le deuxième est la lutte contre la contrebande d'armes légères et de petit calibre, et le troisième est de soutenir la réconciliation de la région en soutenant des initiatives de jeunesse, à savoir le Bureau régional de coopération de la jeunesse dans les Balkans occidentaux (RYCO).

Après avoir refusé d'ouvrir des pourparlers d'adhésion avec Tirana et Skopje à l'automne 2019, la France a indiqué qu'un processus parallèle de réforme de l'UE et le processus d'adhésion des Balkans occidentaux

seront menés, c'est-à-dire que les pays de la région n'ont pas reçu de réponse négative sous la forme d'un « non » explicite, mais une réponse positive avec un délai – « oui, mais » ou « oui, si ». Début février 2020, une nouvelle méthodologie d'élargissement pour les Balkans occidentaux a été présentée, tandis qu'une impulsion plus détaillée, principalement via un nouveau plan d'investissement, était attendue lors du sommet UE - Balkans occidentaux à Zagreb en mai 2020 dans les nouvelles circonstances de la pandémie du coronavirus. La nouvelle méthodologie n'est pas tout à fait conforme à la proposition française d'octobre 2019, bien qu'il y ait pour la plupart des coïncidences avec elle, et elle n'est pas en conflit avec la Stratégie pour les Balkans occidentaux d'avril 2019. Le fait est que la nouvelle méthodologie est le résultat des efforts de Macron pour réformer l'Union et le processus d'adhésion (Bonomi 2019; Economides 2020). Le mot clé jusqu'à présent pour la France, outre la réforme, a été - réversibilité - la possibilité pour un pays candidat d'avancer ou de régresser s'il ne répond pas aux normes requises au sein du chapitre. Dans les derniers jours de janvier 2020, la nouvelle est arrivée que la France avait décidé de reprendre sa place au Conseil de coopération régionale, qu'elle a quitté en 2014. Lors de la réunion de l'initiative franco-allemande pour le contrôle des armes légères et de petit calibre dans les Balkans occidentaux, le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a présenté cette décision dans le cadre de la stratégie de la France pour les Balkans occidentaux. Il s'agit de l'annonce d'une présence française significative dans les domaines de l'investissement, des connexions (coopération bilatérale et régionale) et de la sécurité, ainsi que de travaille sur des « projets de transformation des pays de la région » en futurs membres de l'Union européenne (Fejérdy 2020; Delens 2021).

Dans un article d'auteur du ministre allemand des Affaires étrangères Heiko Maas et du ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian publié dans le quotidien « BLIC », avec les premiers signes d'apaisement de la crise du coronavirus fin mai 2020, ils ont expliqué les tâches de Miroslav Lajčák, Représentant spécial pour le dialogue Belgrade-Pristina et autres questions régionales dans les Balkans occidentaux. Dans le texte créé à une époque de changements et de regroupements importants dans les relations internationales, les ministres des pays qui forment l'axe de l'UE ont souligné l'assistance prévue de l'UE à la région, et ont souligné qu'aucune région « n'est plus proche de l'Union européenne que les six pays des Balkans occidentaux - géographiquement, historiquement et politiquement et à travers contacts interpersonnels » (Hajko, Le Drijan 2020.). Le texte met également

l'accent sur l'ouverture des négociations d'adhésion de l'Albanie et de la Macédoine du Nord, une aide supplémentaire allemande de 10 millions d'euros, ainsi qu'une aide supplémentaire en moyens financiers pour lutter contre les conséquences de la crise à travers l'Agence française de développement (AFD). Un engagement politique accru, pour soutenir les réformes des Balkans occidentaux avant l'adhésion à l'UE afin de mieux soutenir les réformes que tous les pays doivent mettre en œuvre avant d'adhérer à l'Union européenne et pour résoudre le dialogue Belgrade - Pristina (vu comme deux pays du point de vue de la France et de l'Allemagne), est reconnu comme un facteur de stabilisation pour l'ensemble des Balkans occidentaux, ce qui est également important pour la sécurité de l'ensemble de l'Europe (Chopin 2018; Cole 2020; Lequesne 2021: 17–21). Dans cet esprit, les pays des Balkans occidentaux attendent la fin du mandat d'Emanuel Macron et la présidence française du Conseil des ministres de l'Union européenne (janvier - juin 2022).

UE ET BALKANS OCCIDENTAUX

La Croatie est devenue membre de l'UE le 1er juillet 2013, achevant ainsi le cinquième élargissement majeur, qui a commencé en 2004 et s'est poursuivi en 2007. À cette époque, il était déjà clair que chaque élargissement ultérieur serait beaucoup plus incertain et beaucoup plus complexe. Il y a deux raisons à cela: les pays candidats et candidats potentiels à cette époque (et dans les années à venir) sont loin de remplir les critères d'adhésion, tandis que les États membres souhaitent de moins en moins l'élargissement (Vlašić Feketija, Lazowski 2014: 4). En plus de ces raisons, l'opinion du public européen, qui est dominante contre les élargissements potentiels, est également un problème (Todorović Lazić, Kolaković 2016). En même temps, le débat sur la fatigue de l'élargissement s'actualise. De telles attitudes se traduisent par une politisation beaucoup plus ouverte de l'élargissement au niveau des États membres (Todorović Lazić 2019: 86). Un autre argument en faveur de la politisation mentionnée pourrait être vu dans les démarches de certains États membres de l'UE pour protéger les intérêts nationaux en introduisant la possibilité de futurs référendums sur l'adhésion dans tous les futurs élargissements (exemple de la France). La politique d'élargissement a longtemps été considérée comme l'une des politiques de l'UE les plus réussies, jusqu'à ce que l'exemple des processus irréversibles en Europe centrale et orientale montre que la capacité de transformation de l'Union, que l'on croyait jusque-là sans réserve, a une durée et une portée limitées. Il est devenu clair que des changements sont nécessaires

pour que les futurs élargissements rendent cela possible. Lorsque nous parlons d'élargissement futur, nous entendons principalement les Balkans occidentaux, bien que la Turquie fasse partie des candidats. Ce qui est souvent réprimandé à l'Union européenne, c'est qu'elle met en œuvre la politique de conditionnement envers les pays des Balkans occidentaux de manière incohérente et incrédule (Fouéré 2014: 4). En ce qui concerne les attitudes de certains pays de l'UE vis-à-vis de l'élargissement aux Balkans occidentaux, l'Italie est un grand défenseur de l'élargissement et le définit comme l'eupéanisation de son intérêt national (Frontini, Denti 2017: 573), l'élargissement est soutenu par la plupart des pays d'Europe centrale et orientale, tandis que l'Allemagne est à la fois un initiateur et un freineur, c'est-à-dire un partisan du conditionnement strict (Toeglhofer, Adebahr 2017: 526). Entre autres, des facteurs internes et externes tels que la crise des migrants, la crise du Brexit, la montée du populisme et l'émergence de l'illibéralisme dans les pays d'Europe centrale et orientale et enfin la pandémie de la maladie de Covid 19 ont conduit aux extrêmes de la question de l'élargissement dans la période d'après 2013.

On entend souvent dans le public scientifique et populaire que la géopolitique a été un facteur décisif dans le grand élargissement oriental de l'UE. Il s'agit sans aucun doute d'un facteur important dans l'attitude de l'UE envers les Balkans occidentaux. L'exemple en est le rôle de la route des Balkans pendant la crise des migrants ainsi que l'influence croissante d'autres acteurs de la région (Russie, Chine, Turquie). Après le blocus et l'impasse dans lesquels le processus d'élargissement est entré, en grande partie à cause des vues de la France, en 2019, il est devenu certain que le processus doit être réformé. Sur la base de l'initiative de la France, la Commission a proposé une nouvelle méthodologie d'élargissement en 2020, pour laquelle on ne verra qu'à l'avenir s'il y a des résultats. Actuellement, on peut parler de Macédoine comme candidate à l'adhésion depuis 2005, Monténégro - 2010, Serbie - 2012, Albanie - 2014, tandis que la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo* sont toujours des candidats potentiels.

A partir de juillet 2013, à travers l'analyse des données fournies par l'Eurobaromètre, on peut parler de la dominance à long terme des attitudes négatives de l'opinion publique européenne vis-à-vis de la question de futur élargissement de l'Union. Le pourcentage le plus élevé d'attitudes négatives a été enregistré immédiatement après l'adhésion de la Croatie (à l'automne 2013) lorsque 52% de citoyens de l'Union étaient contre (Eurobaromètre 80, 2013). Ce pourcentage s'est répété au printemps 2016, tandis que la valeur supérieure à 50% a été enregistrée

deux fois de plus (à l'automne 2015 et à l'automne 2016), lorsque 51% de citoyens étaient contre l'élargissement (Eurobaromètre 84-86). Le pourcentage le plus faible d'attitudes négatives a été enregistré en juin 2019 (42%) lorsque, pour la première fois depuis 2009, le plus grand soutien à l'élargissement a été enregistré - jusqu'à 46% et lorsque ces attitudes ont prévalu sur les attitudes négatives (Eurobaromètre 91, 2019); dans l'édition de l'Eurobaromètre de novembre, le pourcentage a légèrement baissé - 44% mais il était toujours supérieur au pourcentage d'attitudes négatives 42% (Eurobaromètre 92, 2019). Si l'on exclut ces deux points, c'est-à-dire le pourcentage le plus élevé et le plus faible d'attitudes négatives, sur la période 2013-2020, il variait entre 45% et 49% (Eurobaromètre 81-93).

En ce qui concerne les attitudes en faveur de l'élargissement, leur pourcentage au cours de la période 2013-2017 a atteint un minimum historique car il n'a pas dépassé 39% - 37% est le plus faible soutien pour de nouveaux élargissements enregistré à l'automne 2013, au printemps 2014 et au printemps 2016 (Eurobaromètre 80-86). Au cours de la période 2017-2020, le pourcentage d'attitudes positives variait entre 40 et 46%. Sur la base des estimations présentées, nous pouvons dire que le soutien le plus faible à l'élargissement parmi les citoyens de l'UE était immédiatement après l'adhésion de la Croatie, c'est-à-dire en 2015 et 2016, lorsque l'Union a été touchée par la crise des migrants et le Brexit, tandis que le soutien le plus élevé a été enregistré en 2019, lorsque la réforme du processus d'élargissement a commencé à faire l'objet d'intenses discussions (Todorović Lazić 2018). Selon les données du seul Eurobaromètre pour 2020 à ce jour, le pourcentage de soutien à l'élargissement a légèrement baissé: pour l'élargissement, il est de 44%, contre 45%. Cette baisse de soutien s'explique par le déclenchement de l'épidémie de la Covid 19, qui a relégué au second plan la question de l'élargissement de l'Union.

On sait que la France fait partie des pays qui ne sont pas favorables à l'élargissement. Tels sont les résultats de l'Eurobaromètre relatif à l'opinion publique française. Au cours de la période 2013-2020, un grand pourcentage de citoyens français était opposé à un nouvel élargissement. Le pourcentage variait de 58 à 70%. Le plus élevé était en novembre 2013 - 70% (Eurobaromètre 80, 2013), tandis que le plus bas - 58 % a été enregistré en mai 2019 (Eurobaromètre 91, 2019). Précisons que ce pourcentage n'était à nouveau inférieur à 60% (59%) qu'à l'automne 2019 (Eurobaromètre 92, 2019), alors que dans d'autres éditions de l'Eurobaromètre, le pourcentage d'attitudes négatives des Français variait entre 60 et 70 (Todorović Lazić 2018). En ce qui concerne les attitudes

en faveur de l'élargissement, le pourcentage varie de 23 à 31, avec les valeurs les plus basses enregistrées en 2013 et 2014 (Eurobaromètre 80-81) et les plus élevées de 30 à 31% en 2018 (Eurobaromètre 89-90). Ce qui est particulièrement inquiétant, c'est que le pourcentage d'attitudes négatives des citoyens français est assez élevé car il varie autour des 2/3 (66%) (indépendamment du fait qu'en 2019 il est tombé en dessous de 60%). Il s'agit d'un pourcentage encore élevé même si l'on tient compte de la possibilité que la nouvelle méthodologie d'élargissement donne de bons résultats et que les dirigeants de l'UE dirigés par le président français Macron fassent preuve de volonté politique pour débloquer ce processus. Lors d'un référendum qui précéderait l'étape finale du processus d'élargissement, les citoyens français, avec ces pourcentages enregistrés jusqu'à présent, rejetteraient toute décision sur l'adhésion de l'un des pays des Balkans occidentaux.

LE MONDE 2013-2020

Après l'adhésion de la Croatie à l'UE le 1er juillet 2013, trois textes ont été publiés dans *Le Monde*, qui permettent de voir les positions de départ des attitudes françaises envers la région des Balkans occidentaux sous François Hollande. Le premier texte intitulé «En Slovénie, François Hollande souhaite envoyer un message d'ouverture en directions des Balkans» a été écrit en juillet 2013, quelques semaines seulement après l'élargissement, où après la Slovénie, une autre ancienne république yougoslave a rejoint l'UE. L'article rendant compte de la visite officielle de François Hollande en Slovénie note que la visite a également envoyé un message aux Balkans occidentaux que les portes de l'UE sont ouvertes aux peuples et aux États de la région dédiés à la construction de la réconciliation (Riols 2013). Dans le deuxième texte «L'Allemagne prise à son piège», les Balkans sont considérés à travers le prisme des relations internes dans l'UE, principalement les problèmes économiques de la Grèce, ainsi que dans le contexte de la présidence prévue de l'UE au cours du premier semestre de 2014. L'accent est mis sur le sommet prévu entre l'UE et les Balkans occidentaux - Thessalonique II, qui vise à adopter une déclaration politique fixant un délai «ambitieux mais réaliste» pour achever le processus d'adhésion des Balkans occidentaux à l'Union (Askenazy 2013). Dans le troisième texte «La Serbie soigne son image pour séduire L'Union Européenne» publié dans le quotidien *Le Monde* parle des relations entre la Serbie et l'UE, notamment sur la base des déclarations de Branko Ružić, alors ministre de l'Intégration européenne au sein du gouvernement de la République de Serbie. «Le

ministre est en tournée pour convaincre les pays de l'UE que la Serbie a changé, comme en témoigne l'accord historique d'avril entre Belgrade et Pristina sur la situation au Kosovo, sous les auspices de Bruxelles» rapporte *Le Monde* (Salles 2013). Il est souligné que 2020 est fixée en Serbie, un pays candidat, comme l'année où la Serbie deviendrait le 29e État membre de l'UE. Ce qui est commun aux textes publiés dans *Le Monde* en 2013, c'est que le moment économique et l'héritage du passé qui déstabilise la région sur la voie vers l'UE sont reconnus comme des obstacles à l'adhésion des pays des Balkans occidentaux dans l'UE.

En 2014, *Le Monde* a publié quatre articles, un de plus qu'en 2013, qui peuvent être thématiquement liés aux Balkans occidentaux et à la Serbie. Le premier article «Arrestation du 'Roi de la cocaïne' dans les Balkans » (du mars 2014) est la nouvelle de l'arrestation de Darko Šarić, «le roi de la cocaïne dans les Balkans». Les informations sur l'arrestation de Šarić et de son groupe criminel sont importantes dans le contexte de la lutte contre le crime organisé dans les Balkans occidentaux, qui est l'une des conditions importantes pour les pays des Balkans sur la voie de l'adhésion à l'UE. Cet article rappelle également qu'en Serbie, qui a obtenu le statut de candidat depuis mars 2013, on espère qu'une date d'ouverture des négociations de pré-adhésion sera fixée en 2014 (*Le Monde* avec AFP 2014). Le deuxième article «Berlin met les Balkans à l'honneur», est dédié à la première conférence des chefs de gouvernement des pays des Balkans occidentaux à Berlin qui s'est tenue fin août 2014. Le texte souligne la volonté d'Angela Merkel et de l'Allemagne de renforcer les liens entre les États balkaniques à l'occasion du centenaire de la Grande Guerre (2014-2018), de les rapprocher de l'UE et d'atténuer l'influence de la Russie dans ce domaine. Pendant cette période, l'embargo russe sur les produits agricoles européens était en vigueur, de sorte que l'intérêt pour les Balkans occidentaux doit être considéré dans ce contexte. Le texte souligne également que «les premiers ministres serbe et kosovar se sont rencontrés sous leurs drapeaux, jusqu'à ce que Belgrade ne reconnaisse l'État du Kosovo», ainsi que les États des Balkans, et en particulier la Serbie, ont été suggérés que les valeurs européennes doivent être suivies avant même d'adhérer à l'UE, et cela fait particulièrement référence aux liens avec la Russie et à l'embargo russe. Bien que la déclaration adoptée lors de cette conférence offre un cadre de coopération de 2014 à 2018, dans un esprit de « progrès dans le processus de réforme » (lutte contre la corruption et le crime organisé), « d'intensification de la coopération régionale » et de « réconciliation dans la région », *Le Monde* conclut que la perspective d'adhésion à l'UE est restée lointaine (Lemaître 2014).

Le troisième article de 2014, intitulé «L'amitié franco-serbe enfouie à Thiais» dans *Le Monde* a été publié à la veille du jour de l'Armistice. L'occasion était un reportage sur les descendants des émigrants serbes après la Seconde Guerre mondiale et le cimetière militaire serbe de Thiais, où plus de 700 soldats et officiers serbes sont enterrés, et qui n'est pas sans rappeler «l'amitié éternelle» entre Français et Serbes de l'époque de la Grande Guerre, étouffée durant cette période. (Hopquin 2014). L'héritage des relations franco-serbes à travers l'histoire (l'ère Tito, la période Milosevic, la position de François Mitterrand sur les Serbes, les bombardements de l'OTAN), en pointant sur les personnalités du roi Pierre Ier Karadjordjević et Gavrilo Princip, ont été enrichis par les historiens français et serbes Frédéric Le Moal et Dusan T. Bataković (autrement étudiant français et ambassadeur de Serbie en France). L'article cherche à expliquer la genèse de l'image de la Serbie en France des victimes de la Grande Guerre et du passé glorieux aux coupables des guerres des années 1990 du XXème siècle, lors de la désintégration de la Yougoslavie, où l'image de la Serbie et des Serbes est depuis mal perçue par le public français.

Le quatrième article de 2014 dans *Le Monde* s'intitulait «Les dangers qui entourent L'Europe se renforceront tant que la question des Balkans n'aura pas été réglée», après ce rappel historique solitaire mais important, dirige l'attention des lecteurs vers la région des Balkans occidentaux vers l'intégration européenne. Cet article a été écrit à la fin de l'année au moment où Jean-Claude Juncker déclarait qu'il n'y aura pas d'élargissements pendant son mandat. Il est consacré aux déclarations sur l'intégration européenne de la région de Milo Djukanović, Premier ministre du Monténégro, lors de sa visite officielle en France (du 9 au 11 décembre 2014). L'engagement de Djukanović (qui est au pouvoir sans interruption depuis 1991) pour l'entrée des pays des Balkans dans l'UE est souligné, demandant de Bruxelles de faire du développement économique de la région une priorité, et non l'État de droit (Salles 2014). Il est important de souligner que l'auteur de ce texte dans *Le Monde* s'est alors demandé avec clairvoyance si les États des Balkans seraient sacrifiés dans le cadre du contexte des intégrations européennes en raison du conflit en Ukraine et des flux migratoires.

En 2015, on note une augmentation sensible du nombre d'articles sur l'intégration européenne des Balkans occidentaux dans le quotidien *Le Monde*, bien que tous les textes aient été publiés dans la seconde moitié de l'année et étaient principalement orientés vers la crise des migrants et la relation Belgrade-Pristina. Sur un total de huit textes en 2015, l'un est consacré aux relations entre Belgrade et Pristina, tandis

que les autres traiteront de la question dominante des migrants et de la soi-disant Routes des Balkans avec intégration européenne. Des pays des Balkans avec l'aide d'experts de cette région, comme Jean-Jacques Rupnik, ainsi que des reportages de journalistes de terrain, les déclarations des fonctionnaires et les données officielles accessibles au public sont principalement considérées dans le contexte de leur capacité à aider l'UE à faire face à une nouvelle vague de migrants.

Le premier texte de 2015 «La Serbie et le Kosovo scellent un accord « historique »» est consacré à « l'accord historique » entre la Serbie et le Kosovo du 25 août 2015, conclu par Aleksandar Vučić, alors Premier ministre serbe, et Isa Mustafa, alors Premier ministre du Kosovo, et couvre quatre domaines, y incluant l'énergie et les télécommunications. Il est souligné que cet accord poursuit le processus de normalisation, qui a commencé en 2013, comme s'il s'agissait de l'avancée attendue avant le sommet de la région et de l'UE à Vienne. *Le Monde* propose également aux lecteurs un bref aperçu des relations serbo-albanaises, en soulignant, entre autres : « La Serbie et le Kosovo entretiennent des relations difficiles depuis le conflit armé entre les forces de Belgrade et la guérilla indépendante au Kosovo en 1998-1999, qui a poussé l'OTAN à intervenir au printemps 1999. Les bombardements ont déclenché un retrait et le Kosovo a déclaré son indépendance en 2008. Le pays a été reconnu par l'UE » (*Le Monde* avec AFP 2015a).

Le deuxième texte «La crise migratoire en discussion au sommet des pays des Balkans», publié fin août 2015 traite du thème de la crise des migrants et du sommet de l'UE et des pays des Balkans à Vienne, qui avait essentiellement pour thème la migration, et non pas l'intégration européenne. Au cours de cette période, la région des Balkans est devenue l'une des principales entrées des migrants en route vers l'Europe occidentale. Outre les Syriens et les Irakiens fuyant la guerre en Europe, *Le Monde* mentionne également «des Albanais, des Kosovars et des Serbes qui viennent chercher une vie meilleure». L'activité de résolution des problèmes des migrants de chacun des pays de la route des Balkans a également été analysée. La Grèce, en tant que premier pays touché par des migrants en provenance de Turquie, par des bateaux improvisés dans la mer Égée, a été marquée comme étant désorganisée, principalement dans le segment de la gestion de plus en plus de migrants et du problème de la violence sur l'île de Kos. Un bilan un peu plus clément a été dressé pour la Macédoine du Nord (alors l'ex-République yougoslave de Macédoine), qui a fermé ses frontières avec la Grèce pendant plusieurs jours (20-23 août 2015), a déclaré l'état d'urgence sur le trajet de la vague migratoire (vers la frontière serbe) et a inclus l'armée. Contrairement à

la Grèce, *Le Monde* estime que moins d'incidents et de conflits ont été constatés en Macédoine, où l'armée est également intervenue. Bien que le public serbe, et en particulier les responsables serbes pendant la crise des migrants et plus tard, ait souligné que la Serbie était prête à accueillir et à envoyer des migrants, *Le Monde* écrivait différemment fin août 2015. « Bien que le Premier ministre serbe Aleksandar Vučić ait confirmé sa disponibilité à accueillir et gérer dignement l'arrivée des migrants en Serbie, la situation est beaucoup plus critique », a expliqué *Le Monde* à ses lecteurs et a ajouté : « Le pays hors de l'espace Schengen et de l'UE, la Serbie sert de porte d'entrée vers l'UE, via Subotica, la dernière ville serbe avant la frontière hongroise. La « jungle » s'y est développée, où les conditions de vie sont misérables, sans eau, égouts et électricité ». En plus de l'analyse de la soi-disant Routes migratoires des Balkans, le rôle de la Hongrie est mis en évidence, qui resserre le contrôle de ses frontières et annonce l'achèvement de la construction de la barrière anti-immigrés, c'est à dire clôtures métalliques de 4 mètres de haut le long de la frontière avec la Serbie (175 km) (*Le Monde* avec AFP 2015b).

Le troisième article: «Migrants: l'autre Europe face à ses contradictions» publié dans *Le Monde* en 2015, est écrit par l'éminent professeur Jean-Jacques Rupnik dans la rubrique Tribune. A l'heure où des quotas de migrants sont envisagés et où les gouvernements des pays d'Europe centrale font preuve d'incompréhension vis-à-vis de la répartition des migrants et se disent prêts à n'accepter que quelques centaines de chrétiens syriens, Rupnik écrit à propos des pays d'Europe occidentale face à la vague de migrants la plus importante depuis la Seconde Guerre mondiale et le début de la guerre froide. Dans un court texte, il a été souligné que les pays de l'Est refusaient d'appliquer aux non-européens la plus grande réussite de la Révolution de 1989 - la liberté de circulation. Il s'agit principalement de la Hongrie, et Rupnik estime qu'une distinction doit être faite entre les pays de l'UE (Hongrie et Slovaquie) et les pays des Balkans occidentaux (Serbie) dans le contexte où les Balkans occidentaux sont une zone de transit pour les migrants en provenance l'Est, tandis que les migrants de ces pays sont économiques (Rupnik 2015). Dans le même temps, Rupnik souligne que la population serbe «a assez bien accueilli les migrants, leur fournissant de la nourriture et même des pinces barbelées» pour entrer en Hongrie, où seulement 10 % de la population est favorable à l'accueil des migrants, et qu'on estime que 80 % des Slovaques sont hostiles aux migrants, et en Pologne 75% de la population est hostile envers les migrants.

Le quatrième article «Face aux réfugiés, un mini-sommet pour aider les Balkans», publié dans *Le Monde* en octobre 2015, est également

consacré à la crise des réfugiés et aux Balkans. Fin octobre, les dirigeants de huit pays de l'UE (Allemagne, Autriche, Bulgarie, Croatie, Grèce, Hongrie, Roumanie et Slovénie), de la Serbie et de la Macédoine se sont réunis à Bruxelles à l'invitation de Jean-Claude Juncker. L'objectif de la réunion était d'harmoniser les activités et de résoudre les difficultés de la soi-disant Routes des Balkans pour les migrants. Un problème particulier s'est posé avec la décision de la Hongrie de fermer ses frontières avec la Serbie et la Croatie. Au même moment, quelques jours plus tôt à Madrid, comme le souligne cet article, un congrès du Parti populaire européen a été organisé, où des divergences de vues sur la résolution de la crise des migrants ont été montrées, notamment entre les membres italiens et grecs, dont les États sont également accusés de ne pas enregistrer correctement les demandeurs d'asile. Il est intéressant de noter que le représentant français a souligné que l'exemple de cette crise montre que la gestion de l'Union n'est pas adaptée aux situations de crise. Des problèmes ont été constatés dans la fuite de réfugiés entre la Slovénie et la Croatie, qui s'accusent mutuellement, ainsi que 3 500 personnes piégées « dans la boue » entre la Croatie et la Serbie, qui a souligné qu'elle ne fermerait pas ses frontières. Le texte souligne également que la Serbie a enregistré plus de 100 000 réfugiés qui ont traversé son territoire en un mois (Ducourtieux, Stroobants et Morel 2015).

Le cinquième article de 2015 dans *Le Monde* intitulé «Crise des migrants : L'UE veut une action « collective et concrète » sur la « Route Des Balkans »», Il a été publié un jour plus tard que le quatrième, ce qui indique à quel point les problèmes des migrants et de la soi-disant route des Balkans ont donné aux pays de la région une place dans les pages d'un quotidien français réputé, plus souvent que cela n'a été le cas depuis le début du nouveau millénaire. *Le Monde* fait référence à un document de la Commission européenne dans lequel, de l'avis du journal, elle agit «conjointement et concrètement» (il est proposé d'établir un «téléphone rouge» entre les dirigeants des pays, d'envoyer de l'aide à 400 gardes-frontières en Slovénie, d'agir de différentes manières, une proposition d'obliger les États à enregistrer tous les réfugiés afin d'avoir un contrôle maximum, et il est prévu de discuter de l'aide financière) (Ducourtieux et Stroobants 2015a). Il est rappelé qu'Angela Merkel, la chancelière du pays qui est la destination finale du plus grand nombre de migrants, a fait face aux doutes de l'opinion publique allemande et s'est inquiétée de la redistribution des migrants, a notamment exigé la tenue de cette réunion. Dans le même temps, parmi les responsables européens, selon *Le Monde*, il y a une grande inquiétude quant à une escalade de la violence entre les migrants et les forces de sécurité, et surtout le resserrement

des relations entre la Slovénie et la Croatie. Le document, qui a servi de cadre aux discussions lors du sommet, envisage une coopération pratique pour faciliter la réadmission des demandeurs d'asile par des pays tiers, et envisage des actions plus fortes contre les «mouvements secondaires» (mouvements de réfugiés et de migrants d'un pays à un autre).

Le sixième article «Migrants : Les pays de la Route des Balkans s'accordent sur un plan d'urgence» publié dans *Le Monde* en 2015, appartient à un groupe d'articles consacrés aux migrants sur la soi-disant Route des Balkans. Il s'agit de la nouvelle que le dimanche 25 octobre 2015, lors du mini-sommet extraordinaire de Bruxelles, un accord a été trouvé entre les pays sur le soi-disant La route des Balkans avec l'Allemagne sur une meilleure coordination de l'afflux massif de migrants. Il a été annoncé que la moitié des nouvelles capacités d'accueil seront ouvertes en Grèce. La déclaration commune comprend l'obligation de mettre en œuvre 17 mesures. L'envoi de 400 membres des forces de sécurité en Slovénie, l'enregistrement plus systématique des migrants aux frontières extérieures et l'échange quotidien d'informations entre pays voisins, ainsi que l'obligation de « décourager les mouvements de réfugiés ou de migrants vers d'autres pays de la région » sont les engagements essentiels acceptés (Ducourtieux et Stroobants 2015b). L'article mentionne que les pays des Balkans craignent que des migrants ne s'y installent définitivement, tandis que la Slovénie menace d'ériger une barrière si l'UE n'apporte pas un soutien suffisant. Dans ce contexte, *Le Monde* transmet l'importante déclaration d'Angela Merkel selon laquelle le fardeau du problème des réfugiés devra être redistribué entre la Turquie et l'Europe.

Le septième article de 2015 dans *Le Monde* «Migrants : un plan d'urgence pour calmer les tensions sur la Route des Balkans» a également été publié fin octobre et est consacré aux problèmes des migrants. Sous le titre «Un plan d'urgence pour calmer les tensions sur la Route des Balkans», *Le Monde* écrit qu'un accord sur la création de 100 000 places d'accueil a été trouvé à l'issue du sommet, mais que tous les problèmes de la crise n'ont pas été résolus (Ducourtieux et Stroobants 2015c). Cependant, la conclusion dans *Le Monde* est que les tensions entre les pays de la région, qui s'accusent mutuellement d'être responsables de l'arrivée de milliers de demandeurs d'asile et de réfugiés sur leurs territoires, se sont atténuées. Dans le même temps, l'objectif a été atteint d'empêcher d'autres pays de fermer leurs frontières, comme l'a fait la Hongrie. Ce texte reprend pour l'essentiel les principales conclusions des précédents, avec un ajout plus détaillé sur les obligations de la Grèce et l'aide à la Slovénie, ainsi que la question de l'adoption d'un plan d'action

avec la Turquie, tout en exprimant des inquiétudes quant à la manière dont cela va se passer car les élections ont lieu en Turquie le 1er novembre.

Le huitième article dans *Le Monde* de 2015 a été publié le 20 novembre sous le titre «La Route des Balkans se ferme progressivement» et parle de la fermeture progressive de la route des Balkans. On rapporte que la traversée des Balkans est soudainement devenue difficile pour les migrants qui ne proviennent pas d'Irak, de Syrie ou d'Afghanistan. La Slovénie, la Serbie, la Croatie et la Macédoine ont confirmé qu'elles rejetteraient les migrants en provenance de pays précaires (pays africains, Pakistan, Bangladesh). L'article rapporte qu'il y a de plus en plus de migrants économiques, et que la Slovénie, par exemple, a tenté de renvoyer 162 migrants, dont la plupart sont des Marocains, en Croatie, mais elle les a rejetés et a annoncé que les migrants provenant des pays «qui ne peuvent pas bénéficier d'une protection internationale seront renvoyés en Serbie» (Châtelot, Chastand et Guillot 2015). Dans le même temps, ceux qui ne peuvent poursuivre leur voyage, écrit *Le Monde*, faisant référence aux autorités serbes, ne seront pas autorisés à entrer en Serbie. Le problème évoqué ici dans *Le Monde* doit être replacé dans le contexte des attentats du 15 novembre 2015 et des attentats de Paris. Le quotidien indique qu'officiellement, cette décision en chaîne n'est pas liée à l'utilisation avérée de la route des Balkans début octobre par des terroristes syriens, mais les informations officielles à ce sujet ont influencé, selon *Le Monde*, que les pays renforcent leurs contrôles aux frontières, même s'il est clair qu'il est difficile de repérer les terroristes parmi les migrants. *Le Monde* a également exprimé l'opinion que les pays des Balkans ont profité de l'occasion pour imposer les mesures qui se préparaient pour eux.

Au cours de l'année 2016, *Le Monde* a publié cinq articles mentionnant la Serbie et les Balkans occidentaux. Il est intéressant de noter que le premier paraît en février et le second en mars, et qu'ils sont consacrés au sujet qui a dominé en 2015, et qu'il fait référence aux problèmes survenus dans la soi-disant Route des Balkans. Les articles publiés cette année se caractérisent par une plus grande hétérogénéité des sujets et des occasions. Alors qu'en 2015, les migrants et la route des Balkans étaient au centre des préoccupations, d'autres sujets émergent désormais, mais les bilans du passé des nations et États balkaniques sont toujours présents (notamment dans le contexte des conflits qui ont suivi la fin de la Yougoslavie et les relations entre Serbes et Albanais), ainsi que l'analyse de l'intégration européenne et des influences russes dans la région.

«Établir des barrières, renforcer les contrôles, introduire des quotas: la route des Balkans est de plus en plus fermée aux réfugiés qui souhaitent rejoindre l'Europe occidentale. Alors que 65 000 personnes ont parcouru cette route de la Grèce à l'Allemagne depuis janvier, tous les pays craignent que leur voisin ne ferme brutalement ses portes, laissant des milliers de migrants sur leurs territoires », lit-on dans le premier article intitulé «Pour les réfugiés, la Route des Balkans se ferme de plus en plus» et publié en 2016 dans *Le Monde* (Chastand 2016). Angela Merkel se dit également préoccupée par cette réaction en chaîne et appelle à la protection des frontières extérieures de l'UE, sans augmenter les barrières internes et avec un accord avec la Turquie. Les pays du groupe de Visegrad sont signalés comme des problèmes particuliers dans le texte, ainsi que le flux de migrants entre la Grèce et la Macédoine, où en raison du retard dans le passage des migrants (depuis mi-novembre 2015, seuls les Syriens, les Afghans et les Irakiens sont sur la route des Balkans, et depuis janvier 2016 ils doivent déclarer et vouloir rejoindre l'Autriche ou l'Allemagne, et tous les autres sont rejetés), il y a eu une augmentation des passages illégaux, de nouvelles routes et de la contrebande.

Le deuxième texte dans *Le Monde* de mars 2016 «En exil, sur la nouvelle route des Balkans» évoque la mémoire des vagues de réfugiés modernes en Europe. Dans le même temps, il compare l'image de milliers de migrants de Syrie et d'Afghanistan qui parcourent les Balkans avec des milliers de réfugiés yougoslaves fuyant la guerre dans les années 1990 du XXème siècle. «La route des Balkans est à nouveau synonyme d'exil et d'incertitude» elle est soulignée dans le texte, tout en expliquant de manière concise comment la fermeture des frontières et l'introduction de quotas ont conduit à des problèmes en attendant que l'Europe les résolve (Vitkine 2016).

Le troisième texte «DVD : « La Trilogie des Balkans », L'Ex-Yougoslavie vue par Chris Marker» publié en juin 2016 dans *Le Monde* est consacré à la vision de l'ex-Yougoslavie de Chris Marker, et à l'occasion de l'œuvre DVD *La trilogie des Balkans*. C'est un homme connu dans le monde du cinéma comme un «chroniqueur infatigable», et à travers un DVD édité par Arte, il a tenté de dresser un tableau des zones déchirées par la guerre des années 90. Des personnalités authentiques et intéressantes des réfugiés de Bosnie aux participants aux missions de maintien de la paix en Bosnie s'entremêlent à travers trois films de formes diverses, même un chirurgien proche de l'Armée de libération du Kosovo devenu maire de Kosovska Mitrovica. Cependant, il est très important de souligner que l'auteur critique l'image médiatique des événements à travers les films, notamment dans le contexte du rôle des

puissances occidentales dans le conflit en ex-Yougoslavie (Regnier 2016).

Seul le quatrième texte « Après le BREXIT, L'Union Européenne fait patienter les pays candidats des Balkans » dans *Le Monde* en 2016 traite du processus d'intégration européenne des Balkans occidentaux. En juillet 2016, un sommet s'est tenu à Paris qui a réuni les chefs d'État ou de gouvernement d'Albanie, de Bosnie-Herzégovine, de Macédoine, du Monténégro, de Serbie et du Kosovo* et des États membres (France, Allemagne, Autriche, Croatie, Slovénie et UE). Cette question était également d'actualité dans le contexte du Brexit, c'est-à-dire l'interprétation selon laquelle cet événement complique davantage les retards de l'élargissement de l'UE. François Hollande a souligné qu'il était « important de confirmer très clairement que la décision britannique ne remet en aucune manière en cause les obligations contractées envers les pays de la région des Balkans ». Merkel a dit la même chose. Cependant, *Le Monde* souligne que le processus « était déjà bloqué », qu'en 2014, lorsque Jean-Claude Juncker a pris ses fonctions, il a déclaré qu'il n'y aurait plus d'élargissement au cours de son mandat, tandis que Johannes Hahn, commissaire à l'élargissement, a souligné la nécessité pour les pays des Balkans de « voir les résultats de leurs efforts ». Le texte met l'accent sur les problèmes de la région : le mauvais état de l'économie, taux de chômage élevé (60% de la Bosnie-Herzégovine, encore plus au Kosovo - le pourcentage concerne les jeunes), le commerce illégal, la corruption généralisée, l'échec à établir l'état de droit, les tensions ethniques et politiques internes hautement inflammables (exemple : en avril dans les rues de Skopje en 2016, le parti VMRO de Nikola Gruevski a été accusé de tensions pour avoir tenté de conserver le pouvoir), les cicatrices fraîches des guerres pendant la désintégration de l'ex-Yougoslavie (bien que d'énormes progrès aient été soulignés et réalisés), le problème Belgrade - Pristina, le conflit de nom entre la Macédoine (ARYM) et la Grèce. « Le rêve européen a jusqu'ici évité les crises majeures », écrit *Le Monde*, ajoutant : « Mais maintenant, l'opinion publique dans ces pays devient de plus en plus eurosceptique, frustrée par les lacunes et les promesses non tenues de l'UE » (Semo 2016). Ces affirmations sont étayées par des données indiquant qu'en 2006, environ 61% des Serbes pensaient que rejoindre l'UE était une bonne chose, et en 2016, ce pourcentage était de 30%. Jacques Rupnik, professeur à Sciences - Po, une personne fréquemment consultée et citée par *Le Monde* dans les évaluations des événements dans la région des Balkans occidentaux lors d'un sommet de la société civile, tenu en marge du sommet de Paris, a souligné que la période d'attente doit être mise à profit pour mettre en œuvre des réformes économiques et instaurer l'Etat

de droit. Assurer la stabilité de la région grâce à la coopération régionale et au développement d'infrastructures communes, renforcer l'économie et lancer des initiatives axées sur la mobilité des jeunes sont également mis en évidence comme priorités de l'UE dans cet article.

Le cinquième texte de 2016, publié dans *Le Monde* sous le titre «La Russie vend du matériel à la Serbie à Prix d'Ami et se replace dans les Balkans» se consacre à la vente d'équipements militaires russes à la Serbie. Avant la fin décembre 2016, un accord a été conclu à Moscou sur l'achat de six MIG-29, 30 chars T-27 et 30 véhicules de combat. *Le Monde* souligne que cet accord « intervient dans un contexte de fortes tensions dans la région » qui sont ensuite clarifiées : «Une tentative de coup d'État des nationalistes serbes et russes a déstabilisé le Monténégro en octobre. Quant au voisin de la Croatie, il est actuellement opposé à l'entrée de la Serbie dans l'UE». La conclusion dans *Le Monde* est que la Russie « essaie de regagner son influence dans les Balkans parce que la Croatie et le Monténégro ont décidé de se tourner vers l'Occident, l'UE et l'Alliance de l'Atlantique Nord ». Il est également souligné que la Serbie a «un fort ressentiment envers l'OTAN depuis le bombardement de 1999» (*Le Monde* avec AFP 2016).

Au cours de l'année 2017, 11 textes ont été publiés dans lesquels les Balkans occidentaux, c'est-à-dire les Balkans, sont mentionnés. Les sujets sont assez divers - de la crise des migrants, en passant par l'influence d'autres acteurs sur la région, les connexions économiques et l'élargissement, mais ce qui diffère des années précédentes, c'est que près de la moitié d'entre eux sont publiés dans la rubrique Tribune. Le premier texte a été publié le 15 mars, sous le titre «Les réfugiés bloqués dans les Balkans en plein désarroi». Le texte traite des migrants bloqués en Bulgarie et en Serbie parce qu'ils ne sont pas autorisés à aller plus loin vers l'UE. L'accent a été mis sur la présentation de la qualité de leur vie où ils se trouvaient lorsque le blocus a suivi. À partir de conversations avec des réfugiés, un an après la fermeture des frontières, l'auteur conclut qu'ils sont pour la plupart déprimés et qu'ils rêvent de l'ouverture des frontières (Baumard 2017).

Le texte suivant a été publié le 31 mars sous le titre «L'influence russe se développe dans le vide laissé par l'UE dans les Balkans». Il met en lumière la crainte du Premier ministre albanais Edi Rama que la faiblesse de l'UE ne transforme à nouveau la région en une « poudrière » (Salles 2017). Une telle situation a été quelque peu favorisée par la position du président de la Commission, qui a déclaré lors de son entrée en fonction en 2014 qu'il n'y aurait pas de nouveaux élargissements avant 2020. La conclusion stipule que l'UE doit être présente dans la

région pour que l'influence de la Russie et de certains autres acteurs ne s'accroisse pas. Le troisième texte a été publié le lendemain, le 1^{er} avril 2017. Le texte est intitulé «La Chine se renforce dans les Balkans pour déployer sa « nouvelle route de la soie »» et il s'appuie sur le précédent dans la partie où il parle du renforcement d'autres acteurs dans la région, dans ce cas il s'agit de la Chine. Le texte rappelle que la Chine finance des routes, des chemins de fer, des ponts et des aéroports en Serbie, Macédoine, Albanie, le tout dans le but de développer les échanges commerciaux avec l'Europe (Charrel 2017).

Les deux textes suivants qui mentionnent les Balkans ou les Balkans occidentaux sont les textes publiés dans la rubrique Tribune. Dans le premier, un écrivain bulgare s'exprime, dans le second, un écrivain de Bosnie-Herzégovine. Le texte intitulé «L'Europe, c'est aussi les Balkans» a été publié le 13 mai. L'écrivain bulgare Jordan Plevnes y salue l'élection d'Emanuel Macron à la présidence de la France. Plevnes souligne que ce qui se passe aux confins de l'Europe - dans les Balkans, est tout aussi important et que l'histoire l'a confirmé à maintes reprises, mais aussi que dans les Balkans il y a non seulement des événements avec un signe négatif mais qu'il y en a d'autres comme le Balkan Traffic Festival organisé à Bruxelles, qui a réuni une centaine d'artistes des six pays de la région qui ont manifesté ensemble le désir de rejoindre la maison commune conçue par Jean Monnet (Plevnes 2017). Un autre texte intitulé «L'Europe va-t-elle perdre les Balkans ?» est publié le 1er juillet. L'écrivain croate de la Bosnie-Herzégovine, Miljenko Jergović y présente ses vues. Il met en garde contre la possibilité d'un nouveau conflit et appelle l'Europe à s'engager davantage. Jergović cite des exemples à partir desquels on peut conclure que le président turc Erdogan est le «homme politique préféré» de Bakir Izetbegović et d'Edi Rama et qu'il doit donc être prudent en raison de la croissance de l'influence turque dans la région (Jergović 2017).

Le sixième texte en 2017 a été publié le 11 juillet. Dans un texte intitulé «Les Balkans doivent trouver un nouveau modèle de croissance», le directeur de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Sergueï Guryev, expose ses vues sur la création d'un marché commun dans les Balkans occidentaux et soutient que cela apporterait croissance économique de la région. De plus, il exprime sa crainte car les divisions entre les pays sont assez prononcées et l'existence d'un grand nombre de barrières administratives entrave la concrétisation d'une telle idée (Charrel 2017a). Le même jour, un autre texte intitulé «La délicate intégration économique des Balkans occidentaux» a été publié et il parle de la possibilité de lancer l'idée d'un marché commun

des Balkans occidentaux lors du sommet de Trieste (le 12 juillet). Outre la mise en place d'une union douanière, la lutte contre la corruption et le crime organisé sera également abordée. L'objectif de Bruxelles est de faciliter la circulation des personnes, des biens et des services, par une harmonisation simultanée des réglementations (Charrel 2017a).

Le huitième texte a été publié le 12 juillet sous le titre «Les Balkans à Trieste pour se rapprocher de l'UE». Il souligne que l'objectif de ce Sommet est d'établir un marché commun dans la région. Les principales raisons de cette idée reposent sur la montée du scepticisme envers l'Union, mais aussi le retour du nationalisme, ainsi que le renforcement de l'influence de la Russie, de la Chine et de la Turquie dans la région (Cavelier 2017).

Les trois derniers textes de 2017 ont un point commun, c'est qu'ils ont été publiés dans la rubrique Tribune. Le premier texte a vu le jour le 1er août. Dans le texte intitulé «L'exception social-démocrate des Balkans occidentaux», Denis MacShane, un ancien député travailliste et membre du Parlement européen, parle de l'épanouissement de la social-démocratie en Albanie et en Macédoine (MacShane 2017). Le texte suivant a été publié le 7 septembre sous le titre «La radicalisation des Balkans, une menace pour la sécurité européenne». Le journaliste Charles Nonne y souligne que l'Europe a quitté les pays des Balkans occidentaux et que l'État islamique en a profité pour «lâcher ses tentacules» (Nonne 2017). Il précise les données sur le nombre de volontaires partis au djihad depuis cette zone (Kosovo*, Sandjak, sud de la Serbie, Bosnie-Herzégovine). En outre, il déclare que la route des Balkans est le principal corridor du crime organisé, du trafic des êtres humains, de la drogue et des armes, et appelle donc l'Europe à ne pas rester les bras croisés. Le dernier texte sur les Balkans a été publié le 28 octobre. Dans un texte intitulé Catalogne-Balkans, une inspiration mutuelle, Jacques Rupnik, professeur respecté à la Faculté des sciences politiques de Paris, évoque les similitudes et les différences entre la Catalogne et les Balkans. Le professeur prétend que la désintégration de la Yougoslavie a longtemps servi de modèle aux dirigeants catalans, mais la déclaration d'indépendance de la Catalogne a conduit à des interprétations différentes dans les Balkans, notamment parmi les nations insatisfaites de l'apparition de l'espace post-yougoslave (Rupnik 2017).

Au cours de l'année 2018, le quotidien français a publié 9 articles traitant de sujets liés aux Balkans occidentaux. Parmi ceux-ci, 7 textes traitent de l'élargissement de l'Union aux Balkans occidentaux, tandis que les textes restants traitent de la crise des migrants, mais aussi de l'analyse de la position de la Serbie dans les relations européennes du

point de vue de Vuk Jeremić, leader de l'un des partis d'opposition serbe. Le premier texte, intitulé «Élargissement: l'UE envoie un signal aux Balkans, la Turquie s'agace» a été publié le 7 février. La raison immédiate de ce texte est que la Commission a publié la veille la Stratégie de lancement du processus d'élargissement pour 6 pays des Balkans occidentaux, qui indique 2025 comme la première date à laquelle la Serbie et le Monténégro pourraient devenir membres. Cette date est interprétée à Bruxelles plus à titre indicatif comme un motif de poursuite des réformes que comme une possibilité réelle parce que de nombreux Etats membres ne souhaitent pas que le processus d'élargissement se poursuive, de telles attitudes sont menées par la France. Malgré cela, Ankara regrette que l'adhésion de la Turquie ne soit plus évoquée lors de l'adoption de la stratégie pour les Balkans occidentaux. Le texte met en évidence les vues de la Commission: d'abord, que les Balkans sont une zone géopolitiquement importante qui doit être protégée de l'influence croissante de la Russie, de la Chine, de la Turquie et de l'Arabie saoudite, puis la crainte qu'un jour dans 5, 10 ou 20 ans les pays des Balkans occidentaux disent que nous les avons trahis si nous ne poursuivons pas le processus d'élargissement (Stroobants, Ducourtieux 2018).

Deux textes ont été publiés le 16 février 2018 - le premier sous le titre «Balkans: six pays en ordre dispersés» et le second – «Balkans: l'UE face au dilemme de l'élargissement». Le premier souligne que l'avancement des négociations avec l'UE diffère considérablement d'un pays à l'autre et présente en détail dans quelle mesure chacun de ces cinq pays, plus le Kosovo*, a progressé dans le processus d'adhésion jusqu'à présent. De plus, les caractéristiques de la région dans son ensemble sont décrites, c'est-à-dire qu'elle compte 18 millions d'habitants (comme les Pays-Bas ou la Roumanie) dispersés dans six pays, alors les relations entre eux sont tendues et la corruption et le crime organisé leur sont communs (Vitkine, Chastand, 2018). Le deuxième texte traite des réactions à la présentation de la Stratégie d'élargissement pour les Balkans occidentaux au Parlement européen. La première chose qui saute aux yeux, c'est que la salle à Strasbourg était vide alors que Federica Mogherini évoquait la perspective d'une éventuelle adhésion de la Serbie et le Monténégro en 2025. Cette idée a été acceptée avec des réserves, dans de nombreuses capitales européennes, on ne croit pas que la date soit réaliste. Le texte précise en outre que toute la région a beaucoup de travail d'ici là (le règne de droit et la démocratisation), même pour ceux qui ont le plus avancé, comme la Serbie, le chemin ne sera pas facile à cause de la question du Kosovo-Métochie, entre autres (Stroobants, Ducourtieux 2018a).

Et le quatrième texte en 2018 traite de l'élargissement. Le texte intitulé «Balkans: les conditions de l'élargissement dans l'UE», a été publié le 5 mars. Ce texte a été rédigé par un historien de l'Université Paris-Nanterre, Pierre Cabanes. Il rappelle que l'Albanie, tout comme le Kosovo* et la Macédoine, considèrent l'adhésion à l'UE comme une solution à tous ses problèmes. Il explique en outre les problèmes auxquels l'Albanie et le Kosovo* sont particulièrement confrontés, à savoir la croissance démographique et le fait que le Kosovo* est un « État mafieux » (Cabanes 2018). Le texte suivant sous le titre «L'Union Européenne propose d'ouvrir des négociations d'adhésion avec l'Albanie et la Macédoine», est publié le 17 avril. Il souligne que cette décision de la Commission est basée sur les progrès réalisés par les pays mentionnés, mais en même temps il mentionne que de nombreux États membres sont encore hésitants sur cette question, dont l'Autriche et la France (*Le Monde*, AFP 2018).

Le sixième texte a été publié après le sommet de Sofia le 17 mai, sous le titre «L'Union Européenne propose aux pays des Balkans de coopérer, faute d'adhérer». Il rappelle que les pays des Balkans ont reçu une perspective européenne, mais que l'élargissement pour 2025 n'a pas été confirmé. Au lieu de cela, des mesures d'aide ont été promises visant à faciliter les échanges entre les pays de la région, ainsi que les échanges entre la région et l'UE. De cette manière, il a été confirmé que la date de la stratégie de février était indicative (Stroobants 2018). Quant à l'avis favorable de la Commission sur l'ouverture de négociations avec l'Albanie et la Macédoine, les États n'ont pas voulu se déclarer avant la session de juin du Conseil des ministres. Le texte conclut en soulignant les craintes que l'influence d'autres acteurs, la Russie, la Chine et la Turquie, dans la région des Balkans occidentaux ne s'accroisse en raison de la réticence de l'Union à poursuivre le processus d'élargissement.

L'un des textes qui ne mentionne pas l'extension est celui sous le titre «Crise des migrants: à Bruxelles, un mini-sommet pour apaiser le débat». Le texte a été publié le 25 juin, et il souligne que l'événement convoqué par Angela Merkel s'est terminé sans accord. Il a réuni 16 États membres qui, selon la chancelière Merkel, avaient de la bonne volonté, mais le résultat final de ce mini-sommet est le rejet des propositions faites par le Danemark et l'Autriche de créer des centres dans la région des Balkans occidentaux pour les demandeurs d'asile déboutés de l'UE ou les migrants secourus en Méditerranée (Stroobants, Ducourtieux 2018b). L'avant-dernier texte en 2018 revient à nouveau sur le thème de l'élargissement. Le texte intitulé «L'UE donne son accord, sous conditions, au processus d'adhésion de l'Albanie et de la Macédoine» a

été publié le 26 juin. Le texte rappelle que la France a obtenu ce qu'elle voulait, car si l'UE décide d'ouvrir des négociations avec la Macédoine et l'Albanie, ce ne sera pas avant les élections européennes de mai 2019 et pas avant que les deux pays n'avancent dans le domaine du règne de droit. Outre la France, les Pays-Bas étant un opposant explicite, le ministre allemand des Affaires européennes appelle donc les deux pays à faire preuve de bonne volonté car « la stabilité, la paix et la démocratie dans les Balkans occidentaux sont des enjeux majeurs étant donné que la région est soumise à l'influence de la Russie, de la Turquie et des États du Golfe. » (Stroobants, Ducourtieux 2018c). Le neuvième texte, qui est aussi le dernier, a été publié le 16 juillet sous le titre «Ceux qui demeurent attachés au futur démocratique de la Serbie, regardez vers la France». Le texte a été créé au sein de la section de la Tribune, et dans ce document, Vuk Jeremić, le président du parti d'opposition serbe de centre-droit, présente son point de vue sur la visite du président serbe Aleksandar Vučić en France. Jeremić estime que le président Macron est le leader de la résistance au renouveau des tendances autoritaires en Europe (Jeremić, 2018). Il partage l'opinion du président Macron selon laquelle les Balkans font partie de l'Europe et que sa transformation est conforme aux valeurs européennes, mais aussi que l'Union européenne a besoin de réformes.

Au cours de l'année 2019, 12 textes sont parus dans le quotidien *Le Monde*, mentionnant les Balkans occidentaux, et il faut noter que 11 d'entre eux étaient liés à l'élargissement, tandis qu'un texte parle des relations entre la Serbie et le Kosovo-Métochie. C'est le premier texte publié en 2019 qui ne traite pas de l'élargissement. Le texte a été publié le 29 avril sous le titre «Macron-Merkel, la stratégie de la tension». Il évoque le prochain sommet sur les Balkans, qui se tient à Berlin, et souligne que la France et l'Allemagne ne sont pas d'accord sur tous les points à l'ordre du jour, notamment en désaccord sur l'idée d'échanger des territoires entre la Serbie et le Kosovo-Métochie. La France ne rejette pas a priori cette idée apparue à l'été 2018, tandis que l'Allemagne affiche certaines réserves parce qu'elle craint qu'une telle idée puisse devenir un précédent aux conséquences graves (Malingre, Wieder, 2019).

Le deuxième texte en 2019 a été publié le 23 mai sous le titre «Les accusations de LR sur la volonté de Macron d'élargir l'UE et Schengen sont-elles fondées?». Il discute des accusations mutuelles portées par le représentant républicain François Bellamy et la députée du parti de Macron et ancienne ministre des Affaires européennes Natalie Loizeau quant à savoir si Macron a menti lorsqu'il a parlé de l'élargissement et de Schengen. Bellamy affirme que dans ses discours de 2017, le président

n'a pas exclu la possibilité d'un nouvel élargissement et l'ouverture de négociations avec les Balkans occidentaux, ainsi que l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie dans Schengen, mais qu'en 2018 et surtout en 2019, il a radicalement changé ses attitudes en fermant les portes du futur élargissement de l'UE et de l'espace Schengen (Maad 2019).

Le troisième texte a été publié le 5 juin sous le titre «La Commission Européenne relance la question de l'élargissement aux Balkans». Il souligne que la Commission souhaite ouvrir des négociations avec l'Albanie et la Macédoine du Nord car elle estime que ces deux pays ont rempli les conditions pour le début des négociations en juin, mais plusieurs pays, dont la France, s'y opposent. Le commissaire à l'élargissement Johannes Hahn a fait de son mieux pour persuader le Conseil d'ouvrir des négociations mais a reçu une réponse négative explicite des Français; des pays comme les Pays-Bas, le Danemark et l'Espagne n'ont pas caché leur opposition tandis que l'Allemagne était réservée (Stroobants 2019).

Le texte suivant est le texte sous le titre «L'élargissement de l'UE aux Balkans bloqué par Paris, Berlin et la Haye» qui a été publié le 19 juin. Il aborde la question de la non-ouverture des négociations avec la Macédoine du Nord et l'Albanie, c'est-à-dire le fait que la France, l'Allemagne et les Pays-Bas ont bloqué l'ouverture des négociations la veille. Le texte rappelle que la question de l'élargissement aux Balkans occidentaux est une question de moment où il y a des divisions entre les États membres car, en plus de ce bloc d'États opposés, il existe également un groupe de pays favorables à l'élargissement - les pays d'Europe centrale et orientale (Stroobants 2019a). En outre, un compte rendu détaillé est fourni sur l'état d'avancement de chacun des pays des Balkans occidentaux dans le processus d'adhésion à l'Union.

Le cinquième texte intitulé «La France et les Pays-Bas ferment la porte à la Macédoine du Nord et à l'Albanie» a été publié le 16 octobre. Il précise que la réunion des ministres des Affaires européennes des États membres s'est déroulée la veille dans une atmosphère tendue et que l'accord sur l'ouverture des négociations avec l'Albanie et la Macédoine du Nord n'a pas été trouvé, compte tenu de la nécessaire unanimité des États membres. Contrairement à la décision de juin, lorsque l'Allemagne faisait partie des pays bloquant l'ouverture, elle l'a désormais soutenue, mais avec une liste de 9 conditions concernant le règne de droit qui se réfèrent à l'Albanie. Il est précisé que la Commission a accueilli cette décision d'écœ et craignant que les pays des Balkans occidentaux ne tombent sous l'influence d'autres puissances parce que l'UE ne les traite pas de manière crédible (Stroobants 2019b). Le texte suivant

intitulé «Macron accusé « d'erreur historique » pour avoir fermé la porte de l'UE à la Macédoine du Nord et à l'Albanie» a été publié le 23 octobre. Il souligne que la position de Paris contre l'élargissement a été vivement critiquée, tant dans les Balkans que parmi les pays d'Europe centrale (Chastand, Stroobants 2019). Zoran Zaev, le Premier ministre de Macédoine du Nord, est le plus déçu de cette décision, affirmant que son pays est victime d'une erreur historique. Ce texte est aussi porteur d'une dose de pessimisme parce qu'il dit qu'une telle politique envers les Balkans peut conduire à l'instabilité.

A la même date, le 23 octobre, un autre texte a été publié et intitulé «En ne tenant pas parole sur la Macédoine, la France et l'UE perdent leur crédibilité». Ce texte est dans la rubrique Tribune et Jacques Rupnik et Pierre Mirel y expriment leur avis. Ces deux éminents experts des Balkans soutiennent que le refus d'ouvrir des négociations ne peut être considéré uniquement comme une erreur, mais une telle décision sape la crédibilité tant de la France que de l'UE. L'argument principal est que le gouvernement macédonien a pris la décision historique et politique de changer de nom en raison de son engagement en faveur de la perspective européenne, et n'a pas été récompensé pour cela (Mirel, Rupnik 2019). Le texte suivant sous le titre «A Paris, le président de Macédoine du Nord attend un geste de Macron pour rejoindre l'UE» a été publié le 12 novembre. Il rappelle que le président de la Macédoine du Nord, Pendarovski, a accepté l'invitation à venir à Paris dans l'espoir que l'UE accepterait toujours d'ouvrir la porte à son pays, expliquant qu'ils ont fait plus que tout autre pays à l'ère de la modernité diplomatique. Contrairement à la réaction initiale à la décision de ne pas ouvrir de négociations, qui incluait la colère, l'objectif est désormais que les Macédoniens se comportent de manière pragmatique (Gatinois 2019).

Le neuvième texte pour l'année 2019 intitulé «La France veut simplifier et renforcer les règles de l'UE avant tout élargissement», a été publié le 18 novembre. Il met l'accent sur l'insistance de la France sur le fait que le processus d'élargissement doit être réformé avant l'ouverture de nouvelles négociations, même si le soutien à la perspective européenne des Balkans occidentaux n'est pas contesté. Le 15 novembre, la France a envoyé un texte à Bruxelles indiquant que le règne de droit doit être une condition de toutes les conditions pour les pays candidats, et a reçu le soutien pour cela, surtout les Pays-Bas et le Danemark. L'exemple de la Serbie est cité comme exemple de la lenteur du processus d'élargissement, et il est dit qu'elle est candidate depuis 2009, et que seuls 18 des 35 chapitres de négociation (Stroobants 2019c) ont été ouverts à la fin de 2019. Le texte suivant a été publié le 20

novembre et continue thématiquement le précédent. Le texte sous le titre «Élargissement de l'Europe: Paris veut faire mieux, et surtout autrement» parle du début d'un débat entre les ministres des Etats membres en charge des Affaires européennes sur la possibilité de réformer le processus d'élargissement. La France prétend que le processus est jusqu'à présent trop bureaucratique, unilatéral et peu progressiste, mais aussi qu'il faut exiger des pays des Balkans occidentaux qu'ils appliquent mieux le règne de droit. Macron propose que le processus d'élargissement réformé soit progressif, strict, concret, bidirectionnel et comporte 7 phases, une phase passant de l'une à l'autre uniquement si toutes les obligations précédentes sont remplies (Stroobants 2019d).

L'avant-dernier texte pour 2019 a été publié le 21 novembre sous le titre «La nouvelle politique de Macron vis-à-vis des pays de l'est fâche en Europe Centrale». Le texte se concentre sur les réactions à Vienne et dans d'autres capitales d'Europe centrale à la déclaration du président Macron sur l'immigration en provenance des canaux bulgares et ukrainiens illégaux, ainsi que sur son blocage des négociations avec l'Albanie et la Macédoine du Nord. À cet égard, la déclaration du politologue serbe Ivan Vejvoda est transmise, selon laquelle une telle décision est une grave erreur qui a grandement déçu la région (Chastand 2019). Le dernier, douzième texte en 2019, a été publié le 3 décembre sous le titre «OTAN, Russie, élargissement : Macron crispe les Européens». Il dit que les vues du président Macron sur l'OTAN (étant dans un état de mort cérébrale), la Russie (appelant à une révision de la relation stratégique) et l'élargissement (opposant son veto à l'ouverture de négociations avec l'Albanie et la Macédoine du Nord) provoquent des réactions de partenaires de Bruxelles, mais ils suscitent aussi un débat parmi eux. À savoir, la raison en est qu'il présente avec persistance les points de vue de la France comme s'ils étaient en même temps les points de vue de l'ensemble de l'UE, une telle approche met donc en colère l'Allemagne et d'autres partenaires européens (Mandraud 2019).

Au cours de l'année 2020, dans le quotidien français, les termes Balkans occidentaux ou Balkans sont apparus dans 6 textes. Il s'agit, au total, d'un nombre de textes nettement inférieur à ce qui était le cas en 2019 (12), 2018 (9) et 2017 (11). Au cours des années mentionnées, il y a eu une augmentation évidente par rapport à la période 2013-2016 alors que les Balkans occidentaux, c'est-à-dire les Balkans, étaient rarement mentionnés, sauf lorsqu'il s'agissait de la route des migrants des Balkans. Un argument important en faveur de l'intérêt réduit du quotidien français pour les Balkans occidentaux au cours de l'année 2020 réside dans la pandémie de Covid 19, qui a radicalement changé les priorités et façonné

les événements, tant au niveau mondial qu'au niveau européen. La baisse d'intérêt a été plus prononcée au second semestre, puisque seuls deux textes ayant pour thème les Balkans occidentaux sont parus, alors qu'au premier semestre 2020, on en trouve 4 de ces textes. Dans 5 textes sur 6, il s'agit de l'élargissement de l'Union européenne, c'est-à-dire de l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'Union. Un texte est consacré à la normalisation des relations entre la Serbie et sa province de sud (Kosovo-Métochie).

Le premier texte pour 2020 est le texte qui a été publié le 10 janvier sous le titre «L'UE : La France est prête à avancer sur l'élargissement». Il rappelle que Paris souhaite que la procédure des négociations d'adhésion soit réformée avant de donner son feu vert à l'ouverture de négociations avec l'Albanie et la Macédoine du Nord. Les négociations prennent déjà trop de temps et le pays qui rejoint l'UE a toujours l'impression qu'il est en dehors de l'Europe, ce qui peut conduire au mécontentement de ses citoyens, et le texte cite l'exemple de la Serbie (Malingre, Stroobants 2020). Dans le même temps, il est souligné que la France est prête à reconsidérer sa position sur la question du blocage des négociations avec la Macédoine du Nord et l'Albanie à partir de l'automne 2019, mais à condition que la procédure, c'est-à-dire la méthodologie de l'élargissement, soit modifiée avant ça. Le prochain texte dans lequel apparaissent les Balkans occidentaux a été publié le 5 février sous le titre «Élargissement de l'Europe : une nouvelle méthode pour calmer Paris et les pays des Balkans». Il rappelle que la Commission a formulé une proposition de réforme du processus de négociation, tenant compte des suggestions faites par la France ainsi que du précédent blocus français, mais souligne également que l'objectif de cette réforme devrait être de lancer le processus d'élargissement de l'impasse (Stroobants 2020).

Le troisième texte a été publié le 26 mars, à un moment où une pandémie avait déjà été déclarée. Le texte intitulé «Macédoine du Nord et Albanie : la perspective, lointaine, de l'adhésion à l'Union Européenne» affirme qu'après une longue hésitation et un blocus mené par Paris et soutenu par l'Allemagne et les Pays-Bas à l'automne 2019, un accord entre l'UE-27 sur l'ouverture de négociations avec la Macédoine du Nord et l'Albanie a finalement été annoncé. De plus, le texte précise que même si l'élargissement repart sur les rails, le processus sera assez long car les deux pays ont des problèmes majeurs dans le règne de droit, qui est désormais dans le premier groupe, comme la condition la plus importante pour le progrès d'un pays dans les négociations d'adhésion (Stroobants 2020a). Le quatrième texte sur le thème des Balkans occidentaux est paru le 7 mai sous le titre «Peu allante sur l'élargissement, l'UE soutient les

Balkans face à la pandémie». Ce qui frappe d'abord dans ce texte, c'est que la pandémie a pris le pas sur l'élargissement. Le texte souligne qu'au sommet UE - Balkans occidentaux qui s'est tenu à Zagreb le 6 mai, il a été décidé d'allouer 3,3 milliards d'euros du budget de l'UE aux «pays fragiles de la région courtisés par la Russie et la Chine» (Stroobants 2020b) et leur lutte pour remédier aux effets de la pandémie. Le symbolisme de ce sommet est que le processus de stabilisation et d'association, qui comprenait les pays des Balkans occidentaux, a commencé au même endroit, à Zagreb en 1999. La lutte contre la pandémie est cependant un sujet qui s'est imposé alors que l'élargissement est mis à côté. La Croatie et l'Autriche continuent de soutenir la poursuite du processus d'élargissement, mais un grand nombre de pays sont réservés.

Le cinquième texte a été publié le 10 juillet et est le premier en 2020, qui n'évoque ni l'élargissement ni une pandémie, mais traite des relations entre la Serbie et le Kosovo-Métochie. Le titre du texte est «Paris et Berlin veillent sur la relance du dialogue Serbo-Kosovar». Emmanuel Macron et Angela Merkel tiennent une vidéoconférence avec Belgrade et les dirigeants de Pristina pour tenter de reprendre le dialogue. Le texte rappelle que l'UE a permis aux Balkans de se tourner vers d'autres acteurs (Chine, Russie, Turquie), ce qui n'est pas la première fois qu'une telle thèse est évoquée dans les textes publiés par *Le Monde* sur le thème des Balkans occidentaux. En outre, l'importance de la normalisation des relations entre la Serbie et le Kosovo-Métochie est soulignée, parce qu'il s'agit d'une condition préalable à la poursuite du processus d'adhésion et que l'échange de territoires n'est actuellement pas une option (*Le Monde*, AFP, Reuters 2020). Les dirigeants français et allemand attendent une reconnaissance mutuelle à la fin du processus d'adhésion. Cette approche convient à l'UE elle-même en raison de l'énorme opposition du public européen à un nouvel élargissement, surtout si, hypothétiquement parlant, un nouveau conflit gelé est amené à l'Union. Le dernier texte pour l'année 2020 a été publié le 18 novembre sous le titre «Pourquoi la Bulgarie ne veut pas que la Macédoine du Nord rejoigne l'Union Européenne». Dans ce texte, Sofia présente un différend historique avec son voisin pour justifier le veto qu'elle a mis sur l'ouverture de négociations avec la Macédoine du Nord. Après avoir réglé son ancien différend avec la Grèce en 2019, la République de Macédoine du Nord (2,12 millions d'habitants) est confrontée à une nouvelle querelle qui lui empêche sa voie vers l'Union européenne (UE) (Chastand, Smolar 2020). Cette fois, c'est la Bulgarie qui empêche le début des négociations sur l'adhésion. Au cœur de ce blocus imposé par la Bulgarie se trouve la vieille querelle sur l'identité, l'histoire et la langue, aussi le texte rappelle-t-il que les historiens doivent contribuer à résoudre cette polémique.

CONCLUSION

Nous avons tenté de présenter comment les Balkans occidentaux étaient vus à travers les yeux du quotidien français *Le Monde* dans la période 2013-2020, en utilisant l'analyse de discours que nous avons appliquée sur 58 textes publiés dans le journal mentionné dans lesquels sont évoquées les notions des Balkans, des Balkans occidentaux, de la Serbie et d'autres pays et territoires appartenant à cette région. La première chose que l'on peut remarquer, c'est que dans ces textes deux points de vue s'entremêlent : le point de vue de la France et le point de vue de l'Union européenne, on peut même en conclure que le point de vue de l'Union européenne est plus visible, parce qu'il a été publié plusieurs textes dans lesquels la région est vue dans une perspective européenne, qu'il s'agisse de l'élargissement de l'Union ou de la crise des migrants et de la route des Balkans.

En ce qui concerne les vues françaises sur les Balkans occidentaux, nous pouvons observer deux périodes dans la période mentionnée : de 2013 à 2017 et de 2017 à 2020. Ces deux périodes correspondent aux mandats présidentiels de François Hollande et Emmanuel Macron. Pour l'administration de François Hollande, les Balkans occidentaux étaient à l'arrière-plan. La raison pour laquelle cette région est venue occasionnellement à l'agenda de l'Élysée est la crise des migrants et la situation sur la route des Balkans, mais sur ces questions, le président français a suivi les vues de l'Allemagne ainsi que les tentatives infructueuses de mettre en œuvre une politique européenne commune envers les demandeurs d'asile. La réconciliation et la stabilité dans la région ont été l'un des objectifs de son administration dans les Balkans, et en ce qui concerne l'élargissement de l'UE, il y a eu des vues déclaratives tout au long du mandat que l'élargissement se poursuit, mais il n'y a eu aucune mesure concrète dans cette direction. On peut dire que pendant le mandat de Hollande en tant que président, il n'y avait pas de spécificités françaises en ce qui concerne les attitudes envers cette région.

Les opinions exprimées sont également confirmées par l'analyse des textes publiés du 1er juillet 2013 au mai 2017 et l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron. Dans la seconde moitié de l'année 2013, 3 textes ont été publiés dans *Le Monde* dans lesquels les sujets sont divers, le premier texte correspond à l'adhésion de la Croatie à l'UE et envoie un message de Hollande que l'UE est ouverte à la région, le deuxième fait référence au sommet régional de Thessalonique et le troisième aux relations entre la Serbie et l'UE, étant donné qu'en 2013, la Serbie a finalement reçu une date pour le début des négociations sur l'adhésion.

Au cours de l'année 2014, 4 textes ont été publiés, sur la lutte contre le crime organisé en Serbie et la capture du baron de la drogue Darko Saric, la mise en place du Processus de Berlin pour la région des Balkans occidentaux et la visite du président monténégrin Djukanovic à Bruxelles. Pour cette année, il est important qu'il soit publié un texte qui concerne exclusivement les relations serbo-françaises, il s'agit d'un texte publié à la veille de la Journée de l'Armistice, qui évoque « l'amitié éternelle » de la Serbie et de la France. Au cours de l'année 2015, 8 textes ont été publiés, dont 7 consacrés à la crise des migrants et de la route des Balkans, et un aux relations entre Belgrade et Pristina. Pour l'analyse du discours, il est important de noter que l'un de ces textes avait une connotation négative lorsqu'il présente les conditions dans lesquelles les migrants sont accueillis en Serbie, mais ce texte est une exception, à savoir, immédiatement dans le texte suivant, l'éminent professeur français Rupnik fait l'éloge des conditions des migrants en Serbie et critique les pays du groupe de Visegrad. Au cours de l'année 2016, 5 textes ont été publiés, dont 2 liés à la crise des migrants, 1 parle de l'élargissement de l'UE, 1 de la vente de matériel militaire russe à la Serbie, et 1 texte diffère sensiblement, parce qu'il parle de l'expérience de l'ex-Yougoslavie du point de vue d'un chroniqueur de cinéma qui, à travers le film *La trilogie des Balkans*, a tenté de présenter de manière critique le rôle des puissances occidentales dans l'éclatement de la Yougoslavie. Jusqu'aux élections présidentielles françaises tenues en 2017, 3 textes ont été publiés. L'un s'appuie sur la crise des migrants et les deux suivants parlent de l'influence croissante de la Russie et de la Chine dans la région des Balkans occidentaux. Au total, sur la période observée de juillet 2013 à mai 2017, 23 textes ont été publiés dans *Le Monde* sur le thème des Balkans occidentaux.

A partir de la mi-2017, nous entrons dans la deuxième période où Emanuel Macron prendra la tête de l'administration. Avec lui, il s'ouvre un nouveau chapitre des relations entre la France et cette région qui sera très différent du précédent. Macron remet la région au premier plan en exprimant son soutien à l'intégration européenne et en surmontant l'héritage du passé, mais il a également souligné la nécessité de réformer le processus d'élargissement (ainsi que le processus de réforme de l'UE, qui est également la priorité de son administration). À cet égard, la France annonce publiquement la Stratégie pour les Balkans occidentaux (2019), qui met l'accent sur le retour de la France dans la région, où elle n'est que partiellement présente depuis de nombreuses années. La stratégie met également l'accent sur le renforcement de l'influence économique dans la région, qui s'est accompagné de la visite du président français en Serbie.

En plus de cette nouvelle vision française des Balkans occidentaux, nous avons également une nouvelle vision française de l'élargissement de l'UE vers la région à travers l'insistance de Macron sur l'adoption d'une nouvelle méthodologie d'élargissement, qui a finalement été adoptée par la Commission européenne en 2020. Aussi, le président français affiche des ambitions d'être un médiateur au terme du dialogue entre Belgrade et Pristina, à travers une initiative conjointe avec l'Allemagne.

Le retour des Balkans occidentaux au centre de l'administration française est confirmé par l'augmentation du nombre de textes publiés dans la deuxième période de mai 2017 à décembre 2020 - un total de 35, ce qui est une augmentation significative par rapport à la première période où il y avait 23 textes. Dans la seconde moitié de l'année 2017, 8 textes ont été publiés. Parmi ceux-ci, 5 textes ont été publiés dans la rubrique Tribune, où des points de vue sur l'actualité des Balkans occidentaux ont été exprimés par des écrivains de la région, mais aussi par des professeurs français, des historiens ou encore des travaillistes britanniques (similitudes entre la Catalogne et les Balkans, l'épanouissement de la social-démocratie en Albanie et en Macédoine du Nord). Les trois autres textes sont consacrés à l'intégration économique de la région. En 2018, 9 textes ont été publiés, dont 7 traitent du thème de l'élargissement de l'UE. Les 2 textes restants traitent de la question des migrants, et l'autre est le texte de l'auteur par Vuk Jeremic sur la position de la Serbie en Europe. Parmi les textes relatifs à l'élargissement, il faut citer le texte d'un historien français qui voit d'un mauvais œil l'élargissement de l'Albanie, de la Macédoine du Nord et du Kosovo*, parce qu'il pense qu'ils veulent résoudre leurs problèmes en rejoignant l'Union, et il souligne surtout que le Kosovo* est un « Etat mafieux ». Au cours de l'année 2019, le plus grand nombre de textes a été publié au niveau annuel, à savoir, 12, dont 11 relatifs à l'élargissement et 1 aux relations entre Belgrade et Pristina. Parmi les textes relatifs à l'élargissement, nous voudrions en citer quelques-uns. Le premier est celui où les Républicains français reprochent à Macron de s'écarter de ses positions initiales sur la question de l'élargissement, qu'il a affirmé en 2017 et 2018. Le second est le texte qui dit que la France a commis une erreur historique en refusant d'ouvrir des négociations avec la Macédoine du Nord et l'Albanie. Ces affirmations sont suivies du texte suivant, dans lequel les éminents professeurs Rupnik et Miller affirment que le fait que la France n'ait pas tenu parole envers ces pays met gravement en danger sa crédibilité européenne. Un autre texte lié à l'élargissement met en exergue la colère des partenaires européens, notamment de l'Allemagne, parce que le président français présente les positions françaises sur l'élargissement de l'UE, l'OTAN et la Russie

comme s'il s'agissait de positions européennes communes. Le nombre de textes a considérablement diminué en 2020, et ce fait a été influencé par la pandémie de la Covid 19. Seuls six textes ont été publiés, dont cinq relatifs à l'élargissement, et un fait référence au dialogue entre Belgrade et Pristina et la volonté du président français d'entamer et de terminer le dialogue. L'un des textes liés à l'élargissement (celui sur le sommet de Zagreb) montre que le thème de la pandémie prime sur l'élargissement. Le dernier texte en 2020, qui fait référence à l'élargissement, évoque les conséquences du blocage des négociations par la Bulgarie en raison du différend avec la Macédoine du Nord.

BIBLIOGRAPHIE

- Chastand, Jean-Baptiste, Smolar, Piotr. 2020. „Paris et Berlin veillent sur la relance du dialogue serbo-kosovar“, *Le Monde*, le 10 juillet
- Le Monde* avec Agence France Press et Reuters. 2020. „Pourquoi la Bulgarie ne veut pas que la Macédoine du Nord rejoigne l'Union Européenne“, *Le Monde*, le 18 novembre
- Stroobants, Jean-Pierre. 2020. „Peu allante sur l'élargissement, l'UE soutient les Balkans face à la pandémie“, *Le monde*, le 7 mai
- Stroobants, Jean-Pierre. 2020a. „Macédoine du Nord et Albanie: la perspective, lointaine, de l'adhésion à l'Union Européenne“, *Le Monde*, le 26 mars
- Stroobants, Jean-Pierre. 2020b. „Elargissement de l'Europe: une nouvelle méthode pour calmer Paris et les pays des Balkans“, *Le Monde*, le 5 février
- Malingre, Virginie, Stroobants, Jean-Pierre. 2020. „L'UE: La France est prête à avancer sur l'élargissement“, *Le Monde*, le 10 janvier
- Mandraud, Isabelle, Chastand, Jean-Baptiste. 2019. „OTAN, Russie, élargissement: Macron crispe les Européens“, *Le Monde*, le 3 décembre
- Chastand, Jean-Baptiste. 2019. „La nouvelle politique de Macron vis-à-vis des pays de l'est fâche en Europe centrale“, *Le Monde*, le 21 novembre
- Stroobants, Jean-Pierre. 2019. „Elargissement de l'Europe: Paris veut faire mieux, et surtout autrement“, *Le Monde*, le 20 novembre
- Stroobants, Jean-Pierre. 2019a. „La France veut simplifier et renforcer les règles de l'UE avant tout élargissement“, *Le Monde*, le 18 novembre
- Gatinois, Claire. 2019. „A Paris, le président de Macédoine du Nord attend un geste de Macron pour rejoindre l'UE“, *Le Monde*, le 12 novembre

- Mirel, Pierre, Rupnik, Jacques. 2019. „En ne tenant pas parole sur la Macédoine, la France et l’UE perdent leur crédibilité“, *Le Monde*, le 23 octobre
- Chastand, Jean-Baptiste, Stroobants, Jean-Pierre. 2019. „Macron accusé d’«erreur historique» pour avoir fermé la porte de l’UE à la Macédoine du Nord et à l’Albanie“, *Le Monde*, le 23 octobre
- Stroobants, Jean-Pierre. 2019b. „La France et les Pays-Bas ferment la porte à la Macédoine du Nord et à l’Albanie“, *Le Monde*, le 16 octobre
- Stroobants, Jean-Pierre. 2019c. „L’élargissement de l’UE aux Balkans bloqué par Paris, Berlin et la Haye“, *Le Monde*, le 19 juin
- Stroobants, Jean-Pierre. 2019d. „La Commission Européenne relance la question de l’élargissement aux Balkans“, *Le Monde*, le 5 juin
- Maad, Assma. 2019. „Les accusations de LR sur la volonté de Macron d’élargir l’UE et Schengen sont-elles fondées?“, *Le Monde*, le 23 mai
- Malingre, Virginie, Wieder, Thomas. 2019. „Macron-Merkel, la stratégie de la tension“, *Le Monde*, le 29 avril
- Jeremić, Vuk. 2018. „Ceux qui demeurent attachés au futur démocratique de la Serbie, regardez vers la France“, *Le Monde*, le 16 juillet
- Stroobants, Jean-Pierre, Ducourtieux, Cécile. 2018. „Crise des migrants: à Bruxelles, un mini-sommet pour apaiser le débat“, *Le Monde*, le 25 juin
- Stroobants, Jean-Pierre, Ducourtieux, Cécile. 2018a. „L’UE donne son accord, sous conditions, au processus d’adhésion de l’Albanie et de la Macédoine“, *Le Monde*, le 26 juin
- Stroobants, Jean-Pierre. 2018. „L’Union Européenne propose aux pays des Balkans de coopérer, faute d’adhérer“, *Le Monde*, le 17 mai
- Le Monde* avec Agence France Press. 2018. „L’Union Européenne propose d’ouvrir des négociations d’adhésion avec l’albanie et la macédoine“, *Le Monde*, le 17 avril
- Cabanes, Pierre. 2018. „Balkans les conditions de l’élargissement dans l’UE“, *Le Monde*, le 5 mars
- Stroobants, Jean-Pierre, Ducourtieux, Cécile. 2018b. „Balkans: l’UE face au dilemme de l’élargissement“, *Le Monde*, 16 février
- Vitkine, Benoît, Chastand, Jean-Baptiste. 2018. „Balkans: six pays en ordre dispersé“, *Le Monde*, le 16 février
- Stroobants, Jean-Pierre, Ducourtieux, Cécile. 2018c. „Elargissement: l’UE envoie un signal aux Balkans, la Turquie s’agace“, *Le Monde*, le 7 février
- Rupnik, Jacques. 2017. „Catalogne-Balkans, une inspiration mutuelle“, *Le Monde*, le 28 octobre

- Nonne, Charles. 2017. „La radicalisation des Balkans, une menace pour la sécurité européenne“, *Le Monde*, le 7 septembre
- Macshane, Denis. 2017. „L’exception social-démocrate des Balkans occidentaux“, *Le Monde*, le 1 août
- Cavelier, Jeanne. 2017. „Les Balkans à Trieste pour se rapprocher de l’UE“, *Le Monde*, le 12 juillet
- Charrel, Marie. 2017. „La délicate intégration économique des Balkans occidentaux“, *Le Monde*, le 11 juillet
- Charrel, Marie. 2017a. „Les Balkans doivent trouver un nouveau modèle de croissance“, *Le Monde*, le 11 juillet
- Jergović, Miljenko. 2017. „L’Europe va-t-elle perdre les Balkans?“, *Le Monde*, le 1 juillet
- Plevnes, Jordan. 2017. „L’Europe, c’est aussi les Balkans“, *Le Monde*, le 13 mai
- Charrel, Marie. 2017b. „La Chine se renforce dans les Balkans pour déployer sa «nouvelle route de la soie»“, *Le Monde*, le 1 avril
- Salles, Alain. 2017. „L’influence russe se développe dans le vide laissé par l’ue dans les Balkans“, *Le Monde*, le 31 mars
- Baumard, Maryline. 2017. „Les réfugiés bloqués dans les Balkans en plein désarroi“, *Le Monde*, le 15 mars
- Semo, Marc. 2016. „Après le Brexit, l’Union Européenne fait patienter les pays candidats des Balkans“, *Le Monde*, le 5 juillet
- Le Monde* avec Agence France Press. 2016. „La Russie vend du matériel militaire à la Serbie à prix d’ami et se replace dans les Balkans“, *Le Monde*, le 23 décembre
- Regnier, Isabelle. 2016. „La trilogie des Balkans, l’ex-Yougoslavie vue par Chris Marker“, *Le Monde*, le 8 juin
- Vitkine, Benoît. 2016. „En exil, sur la nouvelle route des Balkans“, *Le Monde*, le 16 mars
- Chastand, Jean-Baptiste, Guillot, Adéa. 2016. „Pour les réfugiés, la route des Balkans se ferme de plus en plus“, *Le Monde*, le 17 février
- Châtelot, Christophe, Jean-Baptiste, Guillot, Adéa. 2015. „La route des Balkans se ferme progressivement“, *Le Monde*, le 20 novembre
- Ducourtieux, Cécile, Stroobants, Jean-Pierre. 2015b. „Migrants: un plan d’urgence pour calmer les tensions sur la route des Balkans“, *Le Monde*, le 26 octobre
- Le Monde* avec Agence France Press. 2015b. „Migrants: les pays de la route des Balkans s’accordent sur un plan d’urgence“, *Le Monde*, le 26 octobre
- Ducourtieux, Cécile, Stroobants, Jean-Pierre. 2015a. „Crise des migrants: l’UE veut une action «collective et concrète» sur la route des Balkans“, *Le Monde*, le 23 octobre

- Ducourtieux, Cécile, Stroobants, Jean-Pierre, Morel, Sandrine. 2015. „Face aux réfugiés, un minisommet pour aider les Balkans“, *Le Monde*, le 22 octobre
- Rupnik, Jacques. 2015. „Migrants: l'autre Europe face à ses contradictions“, *Le Monde*, le 1 septembre
- Le Monde* avec Agence France Press. 2015a. „La crise migratoire en discussion au sommet des pays des Balkans“, *Le Monde*, le 27 août
- Le Monde* avec Agence France Press. 2015. „La Serbie et le Kosovo scellent un accord «historique»“, *Le Monde*, le 26 août
- Salles, Alain. 2014. „Les dangers qui entourent l'Europe se renforceront tant que la question des Balkans n'aura pas été réglée“, *Le Monde*, le 11 décembre
- Hopquin, Benoît. 2014. „L'amitié Franco-Serbe enfouie à Thiais“, *Le Monde*, le 3 novembre
- Lemaître, Frédéric. 2014. „Berlin met les Balkans à l'honneur“, *Le Monde*, le 29 août
- Le Monde* avec Agence France Press. 2014. „Arrestation du « roi de la cocaïne dans les Balkans»“, *Le Monde*, le 18 mars
- Salles, Alain. 2013. „La Serbie soigne son image pour séduire l'Union Européenne“, *Le Monde*, le 14 novembre
- Riols, Yves-Michel. 2013. „En Slovénie, François Hollande souhaite envoyer un message d'ouverture en direction des Balkans“, *Le Monde*, le 24 juillet
- Askenazy, Philippe. 2013. „L'Allemagne prise à son piège“, *Le Monde*, le 22 septembre
- AP 2016. „The Latest: Hollande says Brexit won't affect enlargement“, le 4 juillet <https://apnews.com/article/ffd9b9a2c7254e9a8659906d248ae8bb>
- Bechev, Dimitar. 2012. *The Periphery of the periphery: the Western Balkans and the Euro Crisis*. London: European Council on Foreign Relations.
- Bonomi, Matteo. 2019. *Off Track.: The EU's Re-engagement with the Western Balkans*. Roma: Istituto Affari Internazionali (IAI).
- CCI France Serbie 2019. L'Agence française de développement a ouvert un bureau régional à Belgrade, le 16 septembre <https://www.cafs.rs/actualites/n/news/lagence-francaise-de-developpement-a-ouvert-un-bureau-regional-a-belgrade.html>
- Chopin, Thierry. 2018. „Emmanuel Macron, France and Europe *France is back in Europe on which terms*“, *Fondation Robert Schuman*.
- Cole, Alistair. 2020. *Emmanuel Macron and the two years that changed France*. Manchester: University Press.

- Delens, Antoine. 2021. „Le renouvellement stratégique de l’Union européenne dans les Balkans occidentaux: une asymétrie d’approches entre les différentes institutions européennes“, *The Journal of Cross-Regional Dialogues/La Revue de dialogues inter-régionaux*.
- Déréns, Jean-Arnault. 2012. „Fransoa Oland, prava ili uzaludna nada?“, *Republika24*: 528-531.
- Economides, Spyros. «From fatigue to resistance: EU enlargement and the Western Balkans.» The Dahrendorf Forum, 2020.
- Élysée. 2015. Déclaration conjointe de M. François Hollande, Président de la République, et Mme Angela Merkel, Chancelière fédérale allemande, sur la crise des migrants, à Berlin le 24 août. <https://www.elysee.fr/francois-hollande/2015/08/24/declaration-conjointe-de-m-francois-hollande-president-de-la-republique-et-mme-angela-merkel-chanceliere-federale-allemande-sur-la-crise-des-migrants-a-berlin-le-24-aout-2015>
- Fejérdy, Gergely. 2020. „Enlargement of the European Union in the Western Balkans from a French Perspective“, *Historical Experience and The Reunification of Europe*, 2020: 30–54.
- Fouéré, Erwan. 2014. „The EU’s Enlargement Agenda: Credibility at Stake?“, *CEPS Policy Brief*, No 324.
- France Diplomatie Europe, Balkans occidentaux. 2018. Élargissement du mandat d’intervention de l’AFD à l’ensemble des pays des Balkans occidentaux, le 10 juillet <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/developpement/evenements-et-actualites-sur-le-theme-du-developpement/evenements-et-actualites-sur-le-theme-du-developpement-2018/article/elargissement-du-mandat-d-intervention-de-l-afd-a-l-ensemble-des-pays-des>
- France Diplomatie Europe, Balkans occidentaux. 2019. Stratégie française pour les Balkans occidentaux, mai, <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/europe/balkans-occidentaux/strategie-francaise-pour-les-balkans-occidentaux/>
- France Diplomatie Europe, Balkans occidentaux. L’Office régional de coopération pour la jeunesse des Balkans occidentaux (RYCO) <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/europe/balkans-occidentaux/l-office-regional-de-cooperation-pour-la-jeunesse-des-balkans-occidentaux-ryco/>

- France en Serbie 2021. Francuska agencija za razvoj (AFD) nedavno je proširila svoje aktivnosti na Zapadni Balkan i otvorila Regionalnu kancelariju u Srbiji nadležnu za Zapadni Balkan 2019. godine, kao i predstavništvo u Albaniji, le 8 septembre. <https://rs.ambafrance.org/AFD-4148>
- Frontini, Andrea, i Denti, Davide. 2017. „Italy and EU enlargement to the Western Balkans: the Europeanization of national interests?“, *Southeast European and Black Sea Studies*, 17(4): 571-589. <https://doi.org/10.1080/14683857.2017.1403153>
- Fulda, Anne. 2017. *Emmanuel Macron, un jeune homme si parfait*. Paris: Plon.
- Gaffney, John. 2015. *France in the Hollande presidency: The unhappy republic*. Springer.
- Kolaković Aleksandra. 2012. „French Intellectuals and the French Policy Change in the Balkans (1912–1913)“, *Journal of Turkish World Studies*, XII/2 (2012), 199–212.
- Kolaković, Aleksandra. 2013. „Kultura i diplomatija: Francuska i Srbija“ [„Culture and Diplomacy: France and Serbia“], Vraneš, A et Lj. Marković (dir.), *Kulture u dijalogu – Cultures in Dialogue, Kulturna diplomatija i biblioteke – Cultural Diplomacy and Libraries, knj./book 3*, Beograd 2013, 101–122.
- Kolaković, Aleksandra. 2015. „Intellectuals in the Great War: French-Serbian Cooperation“, in: Antonello Biagini, Giovanna Motta (ed.), *The First World War Analysis and Interpretation*, Volume 2. Cambridge: Cambridge Scholars Publishing, 133–144.
- Kolaković, Aleksandra. 2016. *U službi otadžbine: saradnja francuskih i srpskih intelektualca*. Beograd: Institut za političke studije.
- Kolaković, Aleksandra. 2018. „La France et la Grande Guerre danas la memoire serbe“, *Srpska politička misao*, special edition, 83–106.
- Krulić, Joseph. 2016. „La route des Balkans“, *Après-demain*3: 10-12.
- Krulić, Joseph. 2020. „La route des Balkans des réfugiés“, *Hommes Migrations*1: 27-33.
- Kuhn, Raymond. 2014. „Mister unpopular: François Hollande and the exercise of presidential leadership, 2012–14“, *Modern & Contemporary France*, 4: 435-457.
- Lazarević, Mina. 2012. „Oland i Sarkozy u kampanji: Različita shvatanja uloge predsednika“, *Politički život*, 6: 61-70.
- Lequesne, Christian. 2021. *Récurrences et changements dans l’engagement européen*.
- Macron, Emmanuel, and Eric Fottorino. 2017. *Macron par Macron*. Paris: Editions de l’Aube.

- Macron, Emmanuel. 2017. „Initiative pour l’Europe-Pour une Europe souveraine, unie, démocratique“, *Université Sorbonne*26.
- Mas, Hajko, Žan-IV, Le Drijan. 2020. „Obnovite dijalog pod vodstvom EU - sada!“, *BLIC*, le 25 mai. <https://www.blic.rs/vesti/politika/ministri-nemacke-i-francuske-ekskluzivno-za-blic-hajko-mas-i-zan-iv-le-drijan/8wqw4wd>
- Public opinion in the European Union report, Standard Eurobarometer No. 80-93, 2013-2020 <http://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/archives/eb>
- RTS 2016. „Oland: EU mirovni projekat, proširenje se nastavlja“, le 4 juillet <https://www.rts.rs/page/stories/sr/story/10/svet/2374922/oland-eu-mirovni-projekat-prosirenje-se-nastavlja.html>
- RTS 2017. „Makron Vučiću: Učinili ste suštinske i hrabre gestove“, le 23 juin <https://www.rts.rs/page/stories/sr/story/9/politika/2780601/makron-vucicu-ucinili-ste-sustinske-i-hrabre-gestove.html>
- Sommet Paris – Balkans 2016. Sommet de Paris sur les Balkans, le 4 juillet https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/sommet_paris_-_balkans_2016_cle0c6ab5.pdf
- Todorović Lazić, Jelena, Kolaković Aleksandra. 2016. „Euro-scepticism in the EU – Old concept and New Forms», S. Scaunas, V. Tabara, E. Strutiu (ed.), Political Science, International Relation and Security Studies International Conference the Xth edition, Sibiu, Universitatea Lucian Blaga, 153–166.
- Todorović Lazić, Jelena. 2018. „Evroskepticizam u Srbiji i Francuskoj – sličnosti i razlike“, *Srpska politička misao*, special edition, 153-174.
- Todorović Lazić, Jelena. 2019. „Izazovi politike proširenja u svetlu transformacije Evropske unije – da li je porast evroskepticizma u Srbiji neizbežan?“, *Međunarodni problemi*, LXXI (1): 80-106. DOI:<https://doi.org/10.2298/MEDJP1901080T>
- Toeglhofer, Theresia, Adebahr, Cornelius. 2017. „Firm supporter and severe critic – Germany’s two-pronged approach to EU enlargement in the Western Balkans“, *Southeast European and Black Sea Studies*, 17(4): 523-539. <https://doi.org/10.1080/14683857.2017.1397961>
- Vlašić Feketija, Mirna i Lazowski, Adam. 2014. „The seventh EU enlargement and beyond: pre-accession policy vis-à-vis the Western Balkans revisited“, *Croatian Yearbook of European Law and Policy*, 10: 1-37.
- Wallerstein, Immanuel. 2014. „Agresivna spoljna politika Francuske», *Republika*26: 564–565.

Јелена Тодоровић Лазић

Александра Колаковић

ЗАПАДНИ БАЛКАН У ОЧИМА ДНЕВНИКА

Le Monde: 2013 – 2020.

Резиме

У седишту анализе дискурса која је примењена о овом научном раду налази се појам Западног Балкана, односно, његово појављивање у француском дневном листу *Le Monde* у периоду 1. јул 2013. - 31. децембар 2020. Анализа је спроведена тако што су у архиви поменутог дневника претраживане следеће кључне речи: Западни Балкан, Балкан, Србија, (Северна) Македонија, Албанија, Босна и Херцеговина, Црна Гора, Косово*, проширење ЕУ. На основу ових претрага изашло је 58 текстова (у коначну анализу нису ушли они текстови који се односе на рубрику спорт). У циљу пружања свеобухватног тумачења, у раду је коришћена и контекстуална анализа тако што су представљени ставови Француске и ЕУ према Западном Балкану у посматраном периоду.

Оно што се прво може приметити јесте да се у анализираним текстовима преплићу две тачке гледишта: угао Француске и угао Европске уније, чак се може закључити да је угао Европске уније видљивији јер је објављено више текстова у којима се на регион гледа кроз европску перспективу, било да се ради о проширењу Уније или мигрантској кризи и Балканској рути. Када је реч о француским погледима на Западни Балкан, у помеутом периоду можемо посматрати два раздобља: 2013-2017 и 2017-2020. Ова два раздобља одговарају председничким мандатима Франсоа Оланда и Емануела Макрона. За администрацију Франсоа Оланда, Западни Балкан је био у другом плану што потврђује и број објављених текстова – 23. Оно по чему је овај регион повремено долазио на дневни ред у Јелисејској палати јесте

мигрантска криза и ситуација на Балканској рути али је по овим питањима француски председник следио ставове Немачке као и неуспеле покушаје примене заједничке европске политике према азилантима. Од половине 2017. улазимо у друго раздобље када на чело администрације долази Емануел Макрон. Са њим долази ново поглавље у односима Француске и овог региона, односно стављање региона у фокус пажње. Поред новог француског погледа на Западни Балкан имамо и нови француски поглед на ЕУ проширење кроз Макроново инсистирање на усвајању нове методологије проширења коју је на крају Европска комисија и усвојила 2020. године. Враћање Западног Балкана у фокус француске администрације потврђује и пораст броја текстова објављених у другом раздобљу од маја 2017. до децембра 2020. – укупно 35.

Кључне речи: Западни Балкан, *Le Monde*, Француска, Европска унија, проширење ЕУ

* Овај рад је примљен 10. октобра 2021. године, а прихваћен за објављивање 23. децембра 2021.